

Le journal des Marchés Publics Public Contracts Journal



Bulletin d'Annonces des Marchés Publics / Public Contracts Bulletin - Directeur de Publication Joseph NGO

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

ARMP
Agence de Régulation
des Marchés Publics

AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

CERTIFICAT DE NON-EXCLUSION DES MARCHÉS PUBLICS
CERTIFICATE OF NON-EXCLUSION FROM PUBLIC CONTRACTS

010703

I- Informations sur l'Appel d'Offres (AO) / Information on Tender

N° de l'AO / Tender No. : B18/DC/CIPM/ARMP du 09/07/2016

MO ou MOD / CA or DCA : ARMP

Objet / Subject : RELOOKAGE DE LA PLATEFORME DU SITE WEB

II- Quittance / Receipt

N° / No. : 16092369

Date et lieu : 09/06/2016
Date and place

Je soussigné, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, certifie que la base des informations disponibles à l'ARMP ce jour :
I, the undersigned Genral Manager of the Public Contracts Agency based on the informations available at the PCRA on this day, hereby certify that:

L'Entreprise GRAPHIQUE DESIGN S.A
The Company

Adresse, Téléphone et Fax NORD BP:845
Address, Phone and Fax

N° Contribuable P587912365478T N° Registre de Commerce RCSGG4125
Taxation Reference No. Commercial Registration No.

Ne figure pas sur la liste des entreprises exclus des marchés publics / Does not figure on list of Companies excluded from the public Contracts

Fait à Maroua, le 09/06/2016
Done at

LE DIRECTEUR GENERAL
THE GENERAL MANAGER

010703014654801135611

B.P : 6604 Yaoundé Adresse de vérification: www.pridesoft.arp.cm/cne SMS: 695539718 Site web: www.arp.cm

**Le CNE
ELECTRONIQUE**
est désormais disponible !
(e-CNE)

Accès Facile
Sécurisé

DANS CE NUMERO :

- Formulaire de demande de CNE
- Formulaire d'abonnement au Journal

EDUCATION

01

SANTE PUBLIQUE

03

SOCIAL

05

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

02

RURAL

01

ECONOMIE

02

INFRASTRUCTURE

04

ADMINISTRATION

05

B.P: 6604 Yaoundé - Cameroun
Fax : 222 206 043 / 222 203 326
Tél : 222 201 803 / 222 200 008 / 222 200 009

E-mail : infos@arp.cm
Internet : www.arp.cm

N° 1361

27 Juillet 2017

27 July 2017

13H37/1:37 PM

DEMANDE DE CNE

Certificat de Non Exclusion #

à Timbrer

PUBLICITÉ

Service e-JDM

JDM Electronique



Abonnez vous à ce
Service et recevez
au quotidien, dans
votre boîte mail, un
JDM personnalisé.

Service e-CNE

CNE Electronique



Abonnez vous à ce
Service et obtenez
votre CNE en
ligne par paiement
Mobile Money.

Prestataire

Raison Sociale(*) :

N° Carte Contribuable(*) :

N ° Registre de Commerce(*) :

Statut Juridique(*) : ☐ ETS ☐ SARL ☐ SA

Type Entreprise(*) : ☐ TPE ☐ PE ☐ PME ☐ PMI ☐ GE

Capital (chiffres en FCFA):

Localisation

Pays : Ville :

Adresse(**) : B.P. :

Tél.(*) : Fax :

E-mail(*) :

Site web :

Information sur la Commande Publique

Type Procédure(*) : AOIO ☐ AOIR ☐ AONO ☐ AONR ☐ BC ☐ DC ☐ DP ☐ AMI/ASMI ☐ GG ☐

Exercice(*) :

Référence(*) :

Maître d'Ouvrage(*) : Autorité Contractante :

Objet(*) :

.....

Montant(en chiffres)(*) :

Date Signature(*) :

Information sur le Paiement

Etablissement Bancaire(*) : ☐ Express Union (N° 91190008943026) ☐ CC EC-SA (N° 100-017265-314-30) ☐ BICEC (N° 97568660005/16)

☐ Banque Atlantique (N° 9510173000510) ☐ SCB-CAMEROUN (N° 9000019311691) ☐ Paierie Générale

N° Reçu Versement/Virement(*) :

Date de Versement(*) :

Documents Joint à la Demande

Original Reçu Versement/Virement(*) : ☐ Oui ☐ Non Copie Carte Contribuable : ☐ Oui ☐ Non

Copie de la Commande Publique (BCA, AAO)(*) : ☐ Oui ☐ Non Copie Registre de Commerce : ☐ Oui ☐ Non

(*) Champs à remplir obligatoirement.

(**) quartier, rue, etc....

CACHE
SIGNATURE
ET NOM
ICI

SOMMAIRE

RESUME DES CONSULTATIONS

1	Reference	74/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 du 21/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 74/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 21/07/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN CONFORTATIF DES ROUTES BAFOUSSAM – FOUMBOT – FOUMBAN ; BAMOUGOUM (INTER N6)-LIMITE LITTORAL ; LIMITE OUEST-MELONG (INTER N5) ET TRAITEMENT DES FONDRIÈRES AUX PK 07+00 ET 10+00 DE LA ROUTE LIMITE OUEST-MELONG (P17).FINANCEMENT : BUDGET MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER
	Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
	Date de cloture	22-08-2017

2	Reference	73/AONO/MINTP/CMPM/2017 DU 21 JUILLET 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 73 /AONO/MINTP/CMPM/2017 DU 21/07/2018 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES POUR LE COMPTE DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.FINANCEMENT : BIP MINTP, EXERCICE 2017.
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	21-08-2017

3	Reference	018/AONO/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°018/AONO/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA VILLA D'ASTREINTE DU CHEF DE DEPOT SCDP DE NSAM A YAOUNDE. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	27-08-2017

4	Reference	019/AONO/DG/CT1/CIPM-SCDP/2017 DU25/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°019/AONO/DG/CT1/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES INSTALLATIONS DES AIRES D'EXERCICES AU DU CENTRE DE FORMATION A LA SECURITE INDUSTRIELLE DE DOUALA. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT SCDP 2017
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	24-08-2017

5	Reference	020/AONO/PU/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°020/AONO/PU/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE CONTROLE PAR THERMOGRAPHIE ET D'INSPECTIONS REGLEMENTAIRES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES SITES SCDP.. FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT SCDP 2017
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	25-08-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

6	Reference	N°01/AONO/APN/CIPM/2017 Lire
	Titre/objet	APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°01/AONO/APN/CIPM/2017 DU 26 JUILLET 2017 POUR LA FOURNITURE DE DEUX(02) VEHICULES DE SERVICE A L'AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE (EN PROCEDURE D'URGENCE)
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	17-08-2017

7	Reference	N°0016/A ONO/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DL/SPM -TA1/2017 Lire
	Titre/objet	APPEL D'OFFRES-NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°0016/A ONO/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DL/SPM -TA1/2017 DU 20/07/2017 POUR LES TRAVAUX DE REALISATION D'UN FORAGE EQUIPE DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE ET D'UNE LATRINE VIP DANS LA LOCALITE DE KONDE YEBAE QUARTIER BANGA MESSINA, DANS L'ARRONDISSEMENT DE SANGMELIMA, DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO.
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	16-08-2017

8	Reference	N 008/DC/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DL/SPM-TAG/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE CONSULTATION OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°008/DC/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DL/SPM-TAG/2017 DU 11/07/2017 POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CENTRE DE SANTE INTEGRE (CSI) D'AKOABAS DANS LA COMMUNE D'OVENG, DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	01-08-2017

9	Reference	00014/AONR/MINTSS/CMPM/2017 du 27 juillet 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE N° 00014/AONR/MINTSS/CMPM/2017 DU 27 JUILLET 2017 POUR LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME D'INFORMATION STATISTIQUE AUTOMATISÉ DU DOMAINE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE. FINANCEMENT : BIP MINTSS 2017.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	11-08-2017

10	Reference	00012/AONR/MINTSS/CMPM/2017 du 27 juillet 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE N° 00012/AONR/MINTSS/CMPM/2017 DU 27 JUILLET 2017 POUR LA RÉALISATION D'UN AUDIT DOCUMENTAIRE DANS LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE. FINANCEMENT : BIP MINTSS 2017
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	11-08-2017

11	Reference	006/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2017 DU 11/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 006 /PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2017 DU 11 JUILLET 2017 RELATIF A L'ACQUISITION DES GENITEURS ET DES ALIMENTS POUR ECLOSERIES. FINANCEMENT : BUDGET DE LA CDPM, EXERCICE 2017.
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	07-08-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

12	Reference	007/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2017 DU 11/07/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 007/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2017 DU 11 JUILLET 2017 RELATIF A L'ACQUISITION DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'AQUACULTURE FINANCEMENT : BUDGET DE LA CDPM, EXERCICE 2017.
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	07-08-2017

13	Reference	02277/ASMI/MINH DU/2017 du 26 juillet 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 02277/ASMI/MINH DU/2017 DU 26 JUILLET 2017 POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDES OU D'UNE FIRME EN VUE DE LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE CAPITALISATION DES LEÇONS DU PROGRAMME PARTICIPATIF D'AMÉLIORATION DES BIDONVILLES (PPAB) AU CAMEROUN FINANCEMENT : BIP MINH DU EXERCICE 2016 VIRÉ À LA CAA
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	17-08-2017

14	Reference	2006/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 20/07/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 2006/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 20/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT COMPLEMENTAIRE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES RAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES RURALES DU RÉSEAU OUEST, RÉGION DE L'OUEST, PROGRAMME 2017. FINANCEMENT : BUDGET MINTP (LIGNE FONDS ROUTIER).
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

15	Reference	1188/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 19/07/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1188/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 19 JUILLET 2017 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 63/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13 JUIN 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE EN ENDUIT SUPERFICIEL DE CERTAINES ROUTES EN TERRE A TRAFIC MODERE DANS LA REGION DU LITTORAL, TRONÇON : SONDBOMA (INTER D55)-MASSOK (INTER D56)
	Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
	Date de cloture	N/A

16	Reference	D13-139/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°D13-139/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-120/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 10 500 LOGBOOKS POUR L'ASSURANCE QUALITÉ DES TESTS DE DIAGNOSTIC RAPIDE (TDR). FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

17	Reference	13-140/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° D13-140/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-117/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 14 600 ORDONNANCIERS (LOT 1) ET 14 600 CARNETS DE BILAN BIOLOGIQUES (LOT 2) AU PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA. FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

18	Reference	1181/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 18/07/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE 1181/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 18/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT PARTIEL DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 28/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 04/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES PRINCIPALES EN TERRE DU RÉSEAU SUD (PROGRAMME ANNUEL 2017) FINANCEMENT : BUDGET MINTP, EXERCICE 2017 ET SUIVANTS (LIGNE FONDS ROUTIER).
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

19	Reference	COMMUNIQUE N°10/C/CADS/CABM/SG/07-17 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°10/C/CADS/CABM/SG/07-17 DECLARANT INFRUCTUEUX L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°009/AONO/CIPM/CAD5/2017 DU 24 MAI 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE SEPT (07) BLOCS BOUTIQUES AVEC TOILETTES ET BUREAU DE SURVEILLANCE ABONAMOISSADI BLOC B, LIEU DIT « PETIT TERRAIN », ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5E
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	N/A

20	Reference	ADDITIF N°001 Lire
	Titre/objet	ADDITIF N°001 RELATIF AU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CENTRE DE SANTE INTEGRE(CSI) D'AKOABAS DANS LA COMMUNE D'OVENG N°008/DC/PR/MINMAP/DR-S/DD-DL/SPM TAG/2017 DU 11/07/2017 DANS LE DEPARTEMENT DU OJA ET LOBO
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

21	Reference	2006/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 20/07/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 2006/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 20/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT COMPLEMENTAIRE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES RURALES DU RÉSEAU OUEST, RÉGION DE L'OUEST, PROGRAMME 2017. FINANCEMENT : BUDGET MINTP (LIGNE FONDS ROUTIER).
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

22	Reference	1188/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 19/07/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 1188/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 19 JUILLET 2017 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 63/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13 JUIN 2017 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE EN ENDUIT SUPERFICIEL DE CERTAINES ROUTES EN TERRE A TRAFIC MODERE DANS LA REGION DU LITTORAL, TRONÇON : SONDBOMA (INTER D55)-MASSOK (INTER D56)
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

23	Reference	D13-139/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°D13-139/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-120/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 10 500 LOGBOOKS POUR L'ASSURANCE QUALITÉ DES TESTS DE DIAGNOSTIC RAPIDE (TDR). FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

24	Reference	13-140/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° D13-140/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-117/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 14 600 ORDONNANCIERS (LOT 1) ET 14 600 CARNETS DE BILAN BIOLOGIQUES (LOT 2) AU PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA. FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

25	Reference	1181/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 18/07/2017 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE 1181/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 18/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT PARTIEL DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 28/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 04/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES PRINCIPALES EN TERRE DU RÉSEAU SUD (PROGRAMME ANNUEL 2017) FINANCEMENT : BUDGET MINTP, EXERCICE 2017 ET SUIVANTS (LIGNE FONDS ROUTIER).
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

26	Reference	ADDITIF N° 001 Lire
	Titre/objet	ADDITIF N°001 A AVIS D' APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°005 /AONO/CAYIII/CIPM/STADU/ 06-2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN DEUX LOTS SÉPARÉS : LOT 1 : D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE À L'ÉCOLE MATERNELLE D'OLEZOA « A » LOT 2 : D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE À L'ÉCOLE MATERNELLE D'OLEZOA « B » DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDÉ IIIIE
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

27

Reference [ADDITIF RECTIFICATIF N°01](#) [Lire](#)

Titre/objet ADDITIF RECTIFICATIF N°01 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 057/A0NO/PR/MINMAP/SG/DRCE/CRPM/2017 DU 07 JUILLET 2017 (EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'AUBERGE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE DIBANG DANS LE DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE. FINANCEMENT : BUDGET FEICOM/COMMUNE DE DIBANG, EXERCICE 2017 LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DES MARCHÉS PUBLICS DU CENTRE À YAOUNDÉ, AUTORITÉ CONTRACTANTE LANCE POUR LE COMPTE DU MAIRE DE LA COMMUNE DE DIBANG, MAÎTRE D'OUVRAGE, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'AUBERGE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE DIBANG DANS LE DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLÉ, RÉGION DU CENTRE.

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture N/A

28

Reference [ADDITIF MODIFICATIF 02bis/DC/ONCC/CPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet ADDITIF MODIFICATIF A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N°002BIS/DC/ONCC/CPM/2017 DU 05 JUILLET 2017 POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE A L'ONCC

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 74/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 21/07/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN CONFORTATIF DES ROUTES BAFOUSSAM – FOUMBOT – FOUMBAN ; BAMOUGOUM (INTER N6)-LIMITE LITTORAL ; LIMITE OUEST-MELONG (INTER N5) ET TRAITEMENT DES FONDRIÈRES AUX PK 07+00 ET 10+00 DE LA ROUTE LIMITE OUEST-MELONG (P17).FINANCEMENT : BUDGET MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER

FINANCEMENT
FONDS ROUTIER (FR)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet l'exécution des travaux d'entretien confortatif des routes **BAFOUSSAM – FOUMBOT – FOUMBAN -BAMOUGOUM (INTER N6)-Limite Littoral ; Limite Ouest-MELONG (INTER N5) et traitement des fondrières aux PK 07+00 et 10+00 de la route Limite Ouest-Melong (P17).**

2. Consistance des prestations

Les composantes principales de ce projet sont :

1-Travaux de chaussée et des accotements : renforcement de la structure portante ;

- Couche de fondation;
- couche de base ;
- reconstitution de la couche de roulement et du revêtement;
- traitement des nids de poule en béton bitumineux
- déflachage, resurfaçage.

2- Travaux de drainage et assainissement :

- Nettoyage et entretien des ouvrages hydrauliques et accessoires ;
- Réparation et remplacement des ouvrages hydrauliques ainsi que les accessoires ;
- Construction de nouveaux ouvrages ou des ouvrages de remplacement.

3- Travaux d'équipements de sécurité et de signalisation.

4- Travaux de protection de l'environnement et infrastructures sociales connexes

Par ailleurs, cette consistance des travaux est beaucoup plus exhaustive dans le cahier des clauses techniques particulières.

3. Cout Prévisionnel

Le montant prévisionnel des travaux est de : **deux milliards sept cent quinze millions six cent quatre-vingt mille deux cent cinquante (2 715 680 250) francs CFA** toutes taxes comprises.

4. Allotissement

Les travaux objets du présent appel d'offres sont en **un (01) lot** présentés dans le tableau ci-après :

N° lot	N° de route	Région	Tronçon	Linéaire (km)	Montant prévisionnel TTC	Délai	Type d'intervention
--------	-------------	--------	---------	---------------	--------------------------	-------	---------------------

2-Ou/17	N6	Ouest	Foumban -Foumbot	39 ,47	611 883 675	6 mois	Entretien Confortatif
	N6		Foumbot-Pont Noun	10,91	169 132 275		
	N6		Pont Noun -Bafoussam	16,68	258 581 700		
	P17		Bamougoum (Inter N6)-Limite Littoral ;	74,26	1 151 215 650		
	P17		Limite Ouest-Melong (Inter N5).	10,78	167 116 950		
			Traitement des fondrières aux Pk07+00 et 10+00 de la P17 (Limite ouest-Melong)		357 750 000		
TOTAL OUEST				152,10	2 715 680 250		
TOTAL ENTRETIEN CONFORTATIF				152,10	2 715 680 250		

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux Entreprises et/ou Groupements d'Entreprises de droit camerounais figurant dans le tableau ci-après, présélectionnées suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°117 /ASMI/MINTP/2016 du 19 décembre 2016.

N°	Entreprises et/ou Groupements d'Entreprises	Adresse	Téléphone
1	C.E.T.P SARL	B.P. 15094 Yaoundé	222 22 33 65
2	EBM		678 96 64 64
3	M.A.G	B.P. 5241 Yaoundé	673 60 70 22
4	ENTREBAT SARL	B.P. 5931 Douala	677 78 95 44
5	EDGE	B.P. 667 Bamenda	677 61 53 86
6	GROUPEMENT SOTCOCOG CAMEROUN/COPRES SARL	B.P. 334 Garoua	675 24 93 90
7	JOE CONNER WATER		677 32 59 49
8	ROUTD'AF		699 42 51 11
9	SIMFO AND SON'S Sarl	B.P. 766 Bafoussam	242 00 37 10
10	CROISIERE	B.P. 3461 Yaoundé	699 89 37 38
11	BOFAS	B.P. 3565 Yaoundé	672 32 32 33
12	COMAR	B.P. 627 Douala	699 93 20 65/677 75 65 68



6. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par le Budget du MINTP, ligne fonds routier exercices 2017 et suivants.

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté auprès des services du Maître d'Ouvrage, Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussé de l'immeuble KEANO, abritant certains service du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sis au quartier MVOG-ADA).

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussé de l'immeuble KEANO, abritant certains service du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sis au quartier MVOG-ADA), sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable au titre des frais d'achat du dossier de Cinq cent mille (500 000) Francs CFA.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant de l'entreprise désireuse de participer à l'appel d'offres.

9. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels devra être déposée dans les services du Maître d'Ouvrage, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussé de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sis au quartier MVOG-ADA), au plus tard, le **22/08/2017 à 10 heures** et devra porter la mention :

*« Appel d'offres national restreint N° 74/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 du 21/07/2017 En procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien confortatif des routes BAFOUSSAM – FOUMBOT – FOUMBAN -BAMOUGOUM (INTER N6)-Limite Littoral ; Limite Ouest-MELONG (INTER N5) et traitement des fondrières aux PK 07+00 et 10+00 de la route Limite Ouest-Melong (P17).
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

10. Délai de Livraison

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de **six (6) mois** pour chaque lot, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les travaux. Ce délai inclut les périodes relatives aux pluies.

11. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier rang agréé par le Ministre en charge des Finances. Le montant en FCFA de ladite garantie est mentionné dans le tableau ci-après :

N° lot	Désignation	Montant de la Caution
2-OU/17	Bafoussam-Foumbot-Foumban; Bamougoum (Inter N6)-Limite Littoral; Limite Ouest-Melong (Inter N5) et traitement des fondrières sur la P17.	50 000 000

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

12. Recevabilité des Offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation de l'offre fin
Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies
Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres administrative, technique, et financière aura lieu, le 22/08/2017 dès 11 heures à la salle de réunion de la
L'ouverture des plis se fera en un temps et en quatre étapes :

1^{er} étape : Ouverture de la grande enveloppe contenant les enveloppes A, B et C,

2^{ème} étape : Ouverture de l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1),

3^{ème} étape : Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres techniques (volume 2)

4^{ème} étape : Ouverture de l'enveloppe C contenant les offres financières (volume 3).

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dû
connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour absence de l'une des pièces exigées dans le Dossier d'Appel d'Offres,

b) Dossier Technique incomplet pour absence de l'une des pièces ci-après:

- L'attestation de visite des lieux ;
- Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un chantier au cours des trois dernières années et qu'il ne figure pas
- Un Directeur du projet ayant la qualification exigée dans le Dossier d'Appel d'Offres ;
- Une note Organisation et méthodologie ;
- La non production d'un justificatif de l'entreprise de pouvoir disposer de l'enrobé.

c) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission,
- le bordereau des prix,
- le détail estimatif,
- Les sous détails des prix et la décomposition des prix forfaitaires et frais de chantier.
- le coefficient majorateur.

d) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;

e) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;

f) N'avoir pas obtenu au moins un total de 36 critères sur l'ensemble des 46 critères essentiels.

2. Critères de qualification (critère essentiel)

- Le personnel d'encadrement proposé sur **26 critères** ;
- Le matériel à mobiliser sur **18 critères** ;
- Les références du soumissionnaire sur **1 critère**.
- La capacité financière sur **1 critère**.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives. Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à des offres dont les performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifiée).

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Etudes Techniques (Direction des Marchés Publics), Tél. 222 22 95 11, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abrité par la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sis au quartier MVOG-ADA) au Ministère des Travaux Publics.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 73 /AONO/MINTP/CMPM/2017 DU 21/07/2018 EN
PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES POUR LE COMPTE DU MINISTÈRE DES
TRAVAUX PUBLICS.FINANCEMENT : BIP MINTP, EXERCICE 2017.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
51 36 470 04 34 00 10 22 80

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du budget de l'exercice 2017, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de la République du Cameroun un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres portent sur la fourniture de:

- Quatre (04) véhicules pick-up 4 x 4 de caractéristiques telles que décrites dans le Descriptif de la Fourniture ;
- Un (01) véhicule SUV de caractéristiques telles que décrites dans le Descriptif de la Fourniture ;
- Et deux (02) véhicules berlines de caractéristiques telles que décrites dans le Descriptif de la Fourniture.

3. Cout Prévisionnel

un coût prévisionnel total de **cent cinquante millions (150 000 000) de francs CFA** Toutes Taxes Comprises.

4. Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont réparties en trois (03) lots comme suit :

N° de lots	Prestations à effectuer	Montant prévisionnel T.T.C. (F CFA)
Lot 1	Fourniture de quatre (04) véhicules pick-up 4 x 4	100 000 000
Lot 2	Fourniture d'un (01) véhicule SUV	20 000 000
Lot 3	Fourniture de deux (02) véhicules berlines	30 000 000

5. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit camerounais.

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget du MINTP, Exercice 2017, Imputation : 51 36 470 04 34 00 10 22 80,

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté au Service des Appels d'Offres, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment au Service des Appels d'Offres, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable au titre des frais d'achat du dossier de **cent mille (100 000) Francs CFA**.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant le prestataire désireux de participer à la consultation.

Présentation des offres

Les documents constituant l'offres sont repartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée dont :

- L'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1) ;
- L'enveloppe B contenant l'offre technique (volume 2) ;
- L'enveloppe C contenant l'offre financière (volume 3).

Les trois enveloppes ainsi présentées seront ensuite placées sous pli dans une simple enveloppe unique, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offres seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de même couleur (autre que la couleur blanche).

9. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en anglais ou en français, en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) Copies marqués comme tels, devra parvenir au Ministère des Travaux Publics, Sous-direction des Marchés Publics / Service des Appels d'Offres, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada au plus tard **le 21/08/2017 à 13 heures**, heure locale et devra porter la mention :

« Appel d'Offres National Ouvert N°073/AONO/MINTP/CMPM/2017 du 21/07/2017 en procédure d'urgence pour l'acquisition de véhicules pour le compte du Ministère des Travaux Publics.

Financement : BIP MINTP, Exercice 2017.

Imputation : 51 36 470 04 34 00 10 22 80.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

10. Délai de Livraison

Le délai de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de trente (30) jours calendaires.

Délai de réponse des soumissionnaires :

Le délai de réponse accordé aux soumissionnaires désireux de participer à cet Appel d'Offres est de vingt et un (21) jours à compter de la date de publication de cet Avis

11. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie bancaire de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par un établissement bancaire de 1^{er} ordre agréé par le Ministre en charge des finances et de montant par lot tel que présenté ci-après :

N° de lots	Cautionnement provisoire (F CFA)
Lot 1	2 000 000
Lot 2	400 000

Lot 3	600 000
-------	---------

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Administration au nom de laquelle sera conclu le marché

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par le Maître d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maître d'Ouvrage.

12. Critères d'évaluation

1- Critères éliminatoires

1. Dossier administratif, offres technique et financière incomplets ou pièces non conformes ;
2. fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
3. Absence dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
4. absence de l'autorisation du fabricant ou du concessionnaire agréé (pour chaque lot);
5. Capacité financière du soumissionnaire inférieure à :

N° de lots	Capacité financière (F CFA)
Lot 1	50 000 000
Lot 2	10 000 000
Lot 3	15 000 000

6. Absence des fiches techniques du fabricant (pour chaque lot);
7. Non respect de toutes les caractéristiques techniques majeures des véhicules dont la liste figure à la Pièce N°5 du DAO « Descriptif de la fourniture » (pour chaque lot) ;
8. Non respect d'au moins 80% des caractéristiques techniques mineures des véhicules dont la liste figure à la Pièce N° 5 du DAO « Descriptif de la fourniture » (pour chaque lot);
9. N'avoir pas obtenu au moins un total de 06 critères sur l'ensemble des 08 critères essentiels.

2- Critères essentiels

La notation des critères essentiels ci-après, dont le détail est contenu dans la grille d'évaluation, se fera suivant le mode binaire en attribuant à chaque critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non) :

- Présentation sur **01 critère** ;
- Planning de livraison sur **01 critère** ;
- Garantie sur **03 critères** ;
- Service après-vente sur **01 critère** ;
- Références du soumissionnaire sur **02 critères** ;

N.B Seuls les soumissionnaires qui auront satisfait à tous les critères éliminatoires seront éligibles à l'évaluation financière.

13. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et ayant été évaluée la moins disante.
Il peut être attribué les trois (03) lots à un même soumissionnaire.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Appels d'Offres, situé au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada.

YAOUNDE le 21 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE DÉPÔTS PÉTROLIERS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°018/AONO/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017
RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA VILLA D'ASTREINTE DU CHEF DE DEPOT SCDP DE
NSAM A YAOUNDE. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
49EO ET G.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers lance, pour le compte de cet organisme, un Appel d'Offres national ouvert relatif aux travaux de réhabilitation de la villa d'astreinte du chef de dépôt SCDP de NSAM à YAOUNDE.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter dans le cadre du présent Appel d'Offres comprennent les tâches décrites dans le CCTP ci-joint:

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est d'un montant toutes taxes comprises (TTC) de FCFA 18 000 000 (Dix Huit millions francs).

4. Allotissement

Les prestations sont constituées en **un (01) lot**.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises citoyennes de droit camerounais installées au Cameroun, justifiant des compétences dans les domaines relatifs à l'objet.

6. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget d'investissement de la SCDP de l'exercice 2017 sur les lignes d'imputation budgétaires **49EO et G**.

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au siège social de la SCDP (Cellule des Marchés, sise à l'immeuble siège au rez de chaussée après le service informatique porte 004, Tel : 233 40 54 45 / Poste 1252.), dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu auprès de la Direction générale de la SCDP/Cellule des marchés publics sise à l'immeuble siège au re de chaussée après le service informatique porte 004 B.P 2271 Tél (237) 233 40 54 45 Fax (237) 233 40 47 96 N° de poste 1252 dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **30 000 FCFA (trente mille francs CFA)** payable dans le compte **N°335 988** intitulé "**Compte Spécial CAS-ARMP**" ouvert dans les Agences BICEC des chefs-lieux de Régions et des villes de Limbe et Dschang.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles et conformes aux prescriptions du dossier d'appel d'offres devra être déposée sous pli fermé ne comportant aucune indication sur l'identité du soumissionnaire contre décharge au plus tard **le 24/08/2017 à 9h00, heure locale** à la Direction générale (Secrétariat du Directeur Général sis au 3eme étage de l'immeuble siège B.P 2271 Tél (237) 233 40 54 45 Fax(237) 233 40 47 96 N° de poste 1252 avec la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°018/AONO/PU/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017
RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA VILLA D'ASTREINTE DU CHEF DE DEPOT SCDP DE
NSAM A YAOUNDE».**

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement»

10. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de **quarante-cinq (45) jours**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **F CFA 360 000 (trois cent soixante mille francs) et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres**.

Elle devra être établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du présent DAO. Elle devra comporter une mention manuscrite engageant solidairement ledit établissement conformément à l'article 22 de l'acte uniforme OHADA révisé portant organisation des sûretés.

S'agissant des PME à capitaux et dirigeant nationaux, celle-ci peut être remplacée par une hypothèque légale.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises dont la caution de soumission ou l'hypothèque légale doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'autorité émettrice, conformément aux stipulations du Règlement particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre et/ou organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances ou l'absence d'une hypothèque légale constituée par devant notaire.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps et aura lieu le **_24/08/2017 à 10h00**, Heure locale par la Commission Interne de Passation des marchés de la SCDP au Club House de la SCDP en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

14. Critères d'évaluation

Il s'agit nomment de :

Dossier administratif

- Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- Document falsifié ou scanné, fausse déclaration.

Offre technique

- Non-conformité aux spécifications techniques majeures ;
- Non-respect de 80% des critères essentiels, soit la validation de quatre (4) critères essentiels sur cinq (5).
- Absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste que non seulement il n'a pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics .

Offre financière

- Non-conformité du BPU ou et du DEQ au modèle prescrit par le DAO ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié.

Critères essentiels

- Références de l'Entreprise OUI/NON
- Moyen matériels disponibles OUI/NON
- Moyen humains disponibles OUI/NON
- Planning d'exécution des travaux OUI/NON
- Preuve de la capacité financière et d'acceptation des conditions du marché OUI/NON

Soit un total de 5 critères

15. Attribution

L'attribution de ce marché se fait au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires conformément à l'article 33 al. 1(a) du Code des Marchés Publics.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de la Cellule des marchés de la SCDP à Douala sise au-dessus du centre médico-social ; Téléphone (237) 233 40 54 45 / n° de poste 1252.

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivant : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

DOUALA le 25 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

ELOUNDOU ESSOMBA Gaston

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE DÉPÔTS PÉTROLIERS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°019/AONO/DG/CT1/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES
INSTALLATIONS DES AIRES D'EXERCICES AU DU CENTRE DE FORMATION A LA SECURITE
INDUSTRIELLE DE DOUALA. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT SCDP 2017**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
90GG ET G.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers lance, pour le compte de cet organisme, un Appel d'Offres national ouvert en procédure d'urgence relatif aux travaux de construction des installations des aires d'exercices au centre de formation à la sécurité industrielle de Douala.

2. Consistance des prestations

Les travaux à exécuter dans le cadre du présent Appel d'Offres comprennent les tâches décrites dans le CCTP ci-joint au DAO.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est d'un montant toutes taxes comprises (TTC) de FCFA 78 000 000 (soixante-dix-huit millions de francs).

4. Allotissement

Les travaux sont constitués en **un (01) lot**.

5. Participation et origine

Le présent Appel d'Offres est ouvert à toutes les entreprises de droit camerounais, justifiant des compétences dans les domaines relatifs à l'objet.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget d'investissement de la SCDP de l'exercice 2017 sur les lignes d'imputation budgétaires 90GG et G.

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au siège social de la SCDP (Cellule des Marchés, sise à l'immeuble siège, au-rez-de chaussée porte 004, Tel : 233 40 54 45 / Poste 1252.), dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu auprès de la Direction générale de la SCDP/Cellule des marchés publics sise à l'immeuble siège, au-rez-de chaussée porte 004 B.P 2271 Tél (237) 233 40 54 45 Fax (237) 233 40 47 96 N° de poste 1252 dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **F CFA 75 000 (soixante-quinze mille francs)** payable dans le compte **N°335 988** intitulé "**Compte Spécial CAS-ARMP**" ouvert dans les agences BICEC des chefs-lieux de Régions et des villes de Limbe et Dschang.

9. Remises des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles et conformes aux prescriptions du dossier d'appel d'offres devront être déposées sous pli fermé ne comportant aucune indication sur l'identité du soumissionnaire contre décharge au plus tard le **24/08/2017** à

09h00, heure locale à la Direction générale (Secrétariat du Directeur Général sis au 3eme étage de l'immeuble siège B.P 2271 Tél (237) 233 40 54 45 Fax(237) 233 40 47 96 N° de poste 1252 avec la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°019/AONO/DG/CTI/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES
INSTALLATIONS DES AIRES D'EXERCICES AU DU CENTRE DE FORMATION A LA SECURITE INDUSTRIELLE
DE DOUALA. »**

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement. »

10. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux est de quatre (04) mois.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **F CFA 1 560 000 (un million cinq cent soixante mille francs) et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.**

Elle devra être établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréée par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du présent DAO et devra comporter une mention manuscrite engageant solidairement ledit établissement conformément à l'article 14 de l'acte OHADA.

S'agissant des PME à capitaux et dirigeants nationaux, celle-ci peut être remplacée par une hypothèque légale.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises dont la caution de soumission ou l'hypothèque légale doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'autorité émettrice, conformément aux stipulations du Règlement particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre et/ou organisme financier agréée par le Ministre en charge des Finances ou l'absence d'une hypothèque légale constituée par devant notaire.

Le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps et aura lieu le **24/08/2017 à 10h00, heure locale** par la Commission Interne de Passation des marchés de la SCDP au Club House de la SCDP en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

14. Critères d'évaluation**CRITERES ELIMINATOIRES****Dossier administratif**

- ? Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- ? Document falsifié ou scanné, fausse déclaration.

Offre technique

- ? Non-conformité aux spécifications techniques majeures ;
- ? Non-respect de 80% des critères essentiels ;
- ? Absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste que non seulement il n'a pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics .

- Offre financière

? Non-conformité du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et/ou du Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) au modèle prescrit par le DAO ;

? Absence d'un prix unitaire quantifié.

CRITERES ESSENTIELS

- ? Références de l'Entreprise OUI/NON
- ? Moyens matériels disponibles OUI/NON
- ? Moyens humains disponibles OUI/NON
- ? Planning d'exécution des travaux OUI/NON
- ? Preuve de la capacité financière et de l'acceptation des conditions du marché OUI/NON

Soit un total de 5 critères

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires conformément à l'article 33 al.1 (a) du Code des Marchés Publics.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés sise au-dessus du Centre Médico-Social; Téléphone (237) 233 40 54 45 / n° de poste 1252.

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivant : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

DOUALA le 25 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

ELOUNDOU ESSOMBA Gaston

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE DÉPÔTS PÉTROLIERS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°020/AONO/PU/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 DU 25/07/2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE CONTROLE
PAR THERMOGRAPHIE ET D'INSPECTIONS REGLEMENTAIRES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES
DES SITES SCDP.. FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT SCDP 2017**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
DE.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers lance, pour le compte de cet organisme, un Appel d'Offres national ouvert relatif aux travaux de contrôle par thermographie et d'inspections réglementaires des installations électriques des sites SCDP.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter dans le cadre du présent Appel d'Offres comprennent les tâches suivantes conformément au CCTP ci-joint:

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalable est de **FCFA 26 000 000 (vingt-six millions francs CFA) TTC.**

4. Allotissement

Les prestations sont constituées en un lot.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises citoyennes de droit camerounais installées au Cameroun, justifiant des compétences dans les domaines relatifs à l'objet.

6. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le budget de fonctionnement de la SCDP de l'exercice 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire DE.

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au siège social de la SCDP (Cellule des Marchés, sise au-dessus du Centre Médico-Social, Tel : 233 40 54 45 / Poste 1252.), dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu auprès de la Direction générale de la SCDP/Cellule des marchés publics sise au-dessus du Centre Médico-Social B.P 2271 Tél (237) 233 40 54 45 Fax (237) 233 40 47 96 N° de poste 1252 dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **50 000 FCFA (Cinquante mille francs CFA)** payable dans le compte **N°335 988** intitulé "**Compte Spécial CAS-ARMP**" ouvert dans les Agences BICEC des chefs-lieux de Régions et des villes de Limbe et Dschang.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles et conformes aux prescriptions du dossier d'appel d'offres devra être déposée sous pli fermé ne comportant aucune indication sur l'identité du soumissionnaire contre décharge au plus tard le **25/08/2017 à 12 h00**, heure locale à la Direction générale (Secrétariat du Directeur Général sis au 3eme étage de l'immeuble siège B.P 2271 Tél (237) 233 40 54 45 Fax(237) 233 40 47 96 N° de poste 1252 avec la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°020/AONO/PU/DG/DEX/SEM/CIPM-SCDP/2017 DU 25/08/2017
RELATIF AUX TRAVAUX DE CONTROLE PAR THERMOGRAPHIE ET D'INSPECTIONS REGLEMENTAIRES
DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES SITES SCDP».**

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement. »

10. Délai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de quarante-cinq (60) jours.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **F CFA 520 000 (cinq cent mille) et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.**

Elle devra être établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du présent DAO. Elle devra comporter une mention manuscrite engageant solidairement ledit établissement conformément à l'article 22 de l'acte uniforme OHADA révisé portant organisation des sûretés.

S'agissant des PME à capitaux et dirigeant nationaux, celle-ci peut être remplacée par une hypothèque légale.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises dont la caution de soumission ou l'hypothèque légale doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'autorité émettrice, conformément aux stipulations du Règlement particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission ou l'hypothèque légale délivrée par une banque de premier ordre et/ou organisme financier agréée par le Ministre en charge des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps et aura lieu **le 25/08/2017 à 13h00, Heure locale** par la Commission Interne de Passation des marchés de la SCDP au Club House de la SCDP en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

14. Critères d'évaluation**Critères éliminatoires**

- Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- Document falsifié ou fausse déclaration ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Note technique inférieure à 80/100 soit la somme des notes de chaque critère
- Non-conformité du bordereau des prix unitaires et/ou du devis estimatif et quantitatif au modèle prescrit par le DAO.

Critères essentiels

- Références de l'Entreprise **Oui/Non**
- Moyens matériels disponibles **Oui/Non**
- Moyens humains disponibles **Oui/Non**
- Méthodologie et Planning d'exécution des prestations **Oui/Non**
- Preuve de la capacité financière et d'acceptation des conditions du marché **Oui/Non**

Soit un total de 5 critères

15. Attribution

A l'issue de l'évaluation, le marché sera attribué au soumissionnaire présentant une offre désignée la moins-disante conformément à l'article 33 al 1(a) du Code des Marchés Publics.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés sise au-dessus du Centre Médico-Social; Téléphone (237) 233 40 54 45 / n° de poste 1252.

DOUALA le 27 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

ELOUNDOU ESSOMBA Gaston

AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°01/AONO/APN/CIPM/2017 DU 26 JUILLET 2017 POUR LA FOURNITURE DE DEUX(02) VEHICULES DE SERVICE A L'AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE (EN PROCEDURE D'URGENCE)

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
222 000

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le plan d'équipement de l'Autorité Portuaire Nationale (APN) prévoit pour l'année budgétaire en cours, la poursuite du renouvellement de son parc automobile.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent Appel d'Offres National Ouvert consistent en la fourniture à l'Autorité Portuaire Nationale (APN), de deux(02) véhicules de service.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est soixante-cinq millions (65.000.000) FCFA pour le lot n°1 et quatre-vingt-cinq millions (85.000.000) de FCFA TTC pour le lot n°2, soit un total de cent cinquante millions (150.000.000) de FCFA Toutes Taxes Comprises.

4. Allotissement

Les prestations du présent Appel d'Offres National Ouvert consistent en la fourniture à l'Autorité Portuaire Nationale (APN), de deux(02) véhicules de service, en deux (02) lots composés ainsi qu'il suit :

- Lot n°1 : Un (01) véhicule de type berline de luxe de 13 CV ;
- Lot n°2 : Un (01) véhicule de type station wagon de 12 à 13 CV.

Les caractéristiques desdits véhicules sont définies au Dossier d'Appel d'Offres, pièce n°5 intitulée « descriptif de la fourniture ».

Chaque candidat pourrait soumissionner pour l'un ou les deux lots.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux soumissionnaires remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

6. Financement

Les prestations sont financées par l'Autorité Portuaire Nationale, budget de l'exercice 2017, programme n°3, code comptable n° 222 000.

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, dès publication du présent avis, auprès du Chef de la Cellule Juridique, Autorité Portuaire Nationale, 912, avenue Winston Churchill, quartier Hippodrome B.P.11538 Yaoundé Tél. (237) 222.23.73.16 / 222.23.73.17, Fax. (237) 222.23.73.14.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré à la Direction Générale de l'Autorité Portuaire Nationale (Secrétariat), 912, avenue Winston Churchill, quartier Hippodrome B.P.11538 Yaoundé Tél. (237) 222.23.73.16 / 222.23.73.17, Fax. (237) 222.23.73.14, E-mail : apn@camnet.cm, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de 100.000 (cent mille) FCFA, dans le Compte spécial CAS-ARMP n° 335988 ouvert à la BICEC.

9. Remises des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais doivent être remises en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, suivant les indications de l'article 12 du RGAO(pièce n°2) et du RPAO(pièce n°3). Les offres ainsi confectionnées doivent parvenir à l'Autorité Portuaire Nationale, Direction Générale (Secrétariat), au 912, avenue Winston Churchill, quartier Hippodrome B.P 11538 Yaoundé Tél. (237) 222.23.73.16/222.23.73.17 Fax. 222.23.73.14, E-mail : apn@camnet.cm, au plus tard le **17 août 2017 à 13 heures, heure locale**, sous pli/enveloppe fermé(e) portant la mention :

« Appel d'Offres National Ouvert N°01/AONO/APN/CIPM/2017 du 26 juillet 2017 pour la fourniture de deux(02) véhicules de service à l'Autorité Portuaire Nationale, en deux(02) lots en procédure d'urgence, à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

10. Delai de Livraison

Le délai de la livraison des véhicules est de 30 (trente) jours minimum.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une des Compagnies d'Assurance agréées par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans pièce n°11 du DAO d'un montant de un million trois cent mille(1.300.000) FCFA pour le lot n°1 et un million sept cent mille (1.700.000) FCFA pour le lot n°2; il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises du marché et valable pendant trente(30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Gouverneur, Préfet et Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou des compagnies d'assurance agréées par la Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un(01) temps et aura lieu le **17 août 2017 à 14 heures, heure locale**, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'APN, dans la salle de conférence de l'immeuble siège de l'Autorité Portuaire Nationale sise au 912, avenue Winston Churchill, quartier Hippodrome Yaoundé.

Le soumissionnaire peut assister à la séance d'ouverture des plis ou s'y faire représenter par une personne désignée à cet effet.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires du présent appel d'offres sont les suivants :

- Non production de l'offre en six (06) exemplaires ;
- Absence d'une pièce de l'offre administrative conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ;
- Fausses déclarations, substitution ou falsification des pièces;
- Absence de l'original de la caution de soumission ;
- Non-conformité de l'offre financière aux prescriptions essentielles du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ;
- Non-conformité de l'offre technique aux prescriptions du DAO ;
- Note de l'offre technique inférieure à quatre-vingt (80%)de oui).

Le non-respect de l'un de ces critères entraîne le rejet de l'offre.

14.2 Critères essentiels

Les offres sont évaluées selon les critères suivants :

14.2.1- Critères techniques 100% de OUI

- Présentation de l'offre (conformité de la composition de l'offre par rapport aux prescriptions du DAO, pièces dans l'ordre, intercalaires avec onglets) OUI /NON
- Conformité du véhicule proposé aux spécifications techniques du dossier d'appel d'offres (homologation du prototype délivrée par le Ministère des Transports) OUI/NON
- Service après-vente OUI/NON
- Existence d'un garage et disponibilité de pièces de rechange et accessoires (origine et coût unitaire) OUI/NON
- Délai de livraison OUI/NON
- Autres Equipements OUI/NON

15. Attribution**~~14.22~~ 15. Critère financier : moins disant.****16. Durée Validité des Offres**

Les critères d'évaluation sont détaillés en sous-critères dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO, pièce n°13). Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours au-delà de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'adresse ci-après :

Chef de la Cellule Juridique, Autorité Portuaire Nationale,

912, avenue Winston Churchill, quartier Hippodrome

BP 11 538 Yaoundé

Téléphone fixe : 222 23 73 16 / 222 23 73 17

YAOUNDE le 26 Juillet 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

YOUNBA Josué

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU DJA ET LOBO

**APPEL D'OFFRES-NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°0016/A
ONO/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DL/SPM -TA1/2017 DU 20/07/2017 POUR LES TRAVAUX DE REALISATION
D'UN FORAGE EQUIPE DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE ET D'UNE LATRINE VIP DANS LA LOCALITE
DE KONDE YEBAE QUARTIER BANGA MESSINA, DANS L'ARRONDISSEMENT DE SANGMELIMA,
DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A
IMPUTATION
51-94-022-00473

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de 1 exécution du budget d'investissement public 2017, le Délégué Département des Marchés Publics du Dja et Lobo, Autorité Contractante lance pour le compte du Ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire, Maitre d'ouvrage un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réalisation d'un forage équipé de pompe a motricité humaine et d'une latrine vip dam la localité de KONDE YEBAE quartier BANGA MESSINA, dans l'arrondissement de Sangmélima, département du Dja et Lobo.

2. Consistance des prestations

Ledétail des travaux précisé dans le CCTP ou le détail estimatif comprennent notamment : Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, comprennent : Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, comprennent :

Les études géophysique et d'implantation;

L'exécution des travaux de forage ;

L'équipement du forage ;

Le développement à l'air lift

L'essai de pompage

La pose de la pompe ;

La construction de la margelle ;

L'analyse de l'eau;

La désinfection du forage

La formation d'un comité de gestion

La construction d'une latrine VIP

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'étude préalable est de 13 000 000 (Treize millions) FCFA.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit Camerounais ayant des compétences avérées dans le domaine de l'hydraulique.

5. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget du MINEPAT exercice 2017.

6. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service de Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Lobo à Sangmélima, Tél. : 242 28 92 25 dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au Service de Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Lobo à Sangmélina, Tél. : 242 28 92 25 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable payable au Trésor Public **cout du DAO 20 000 fcfa**

Cette quittance devra préciser les informations suivantes:

- Le nom du soumissionnaire ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- L'objet de l'appel d'offres ;
- Le montant des frais payés ;
- Le numéro du lot sollicité.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Service de Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Lobo à Sangmélina, Tél. : 242 28 92 25 au plus tard le 16/08/2017 à 12 heures précises, et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°0016 /A0NO/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DLISPM -TA1/2017 DU 20/07/2017

POUR LES TRAVAUX DE REALISATION D'UN FORAGE EQUIPE DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE

ET D'UNE LATRINE VIP DANS LA LOCALITE DE RONDE YEBAE QUARTIER BANGA MESSINA,

DANS L'ARRONDISSEMENT DE SANGMELIMA, DEPARTEMEIVT DU D.IA ET LOGO.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois culendaires.

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, précisant le montant forfaitaire en francs CFA pour cet AAO et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offre. qui est **d'une caution provisoire de 260 000 fcfa**

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres. Elles devront en outre respecter les modèles du présent Dossier 'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps **aura lieu le 16/08/2017 à 13 heures**, par la Commission départementale de Passation des Marchés Publics du Département du DJA ET LOBO dans la salle de réunion de l'hôtel des finances de Sangmélima.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

13. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

- Dossier incomplet (absence d'une pièce administrative) ou non conforme, sous réserve des dispositions du point 1.1 de la circulaire N°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des marchés publics ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Le non-respect de 70 % de critères essentiels ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence d'un sous détail des prix d'un prix unitaire quantifié ;

2. Critères essentiels

- Présentation générale de l'offre (2 sous critères) ;
- Références de l'entreprise dans les réalisations similaires (6 sous critères);
- Personnels (10 sous critères) ;
- Visite de site signée par le soumissionnaire accompagnée d'un rapport (2 sous critères) ;
- Méthodologie d'exécution (4 sous critères) ;
- Moyens Matériels et logistiques compatible avec le travail à effectuer (3 sous critères);
- Offre financière (3 sous critères).

14. Attribution

Le soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant toutes les capacités techniques requises résultant des critères dits essentiels et éliminatoires du DAO, sera adjudicataire de la présente lettre commande.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service de Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Lobo à Sangmélina, Tél. : 222 28 92 25 dès publication du présent avis.

SANGMELIMA le 20 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

DJANGANG NJENGA Armand Flaubert

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU DJA ET LOBO

**AVIS DE CONSULTATION OUVERT EN PROCEDURE
D'URGENCE"008/DC/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DL/SPM-TAG/2017DU 11/07/2017 POUR L'EQUIPEMENT
EN MATERIEL MEDICAL DU CENTREDE SANTE INTEGRE (CSI) D'AKOABAS DANS LA COMMUNE
D'OVENG,DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A
IMPUTATION
5140531076418382811611

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du budget d'investissement public 2017, le Délégué Département des Marchés Publics du Dja et Lobo, Autorité Contractante lance pour le compte de la commune d'arrondissement d'Oveng, un avis de consultation ouvert en procédure d'urgence pour l'équipement en matériel médical du centre de santé intégré(CSI) d'AKOABAS dans la commune d'OVENG département du Dja et Lobo.

2. Consistance des prestations

Dans le cadre de l'exécution du projet cité en référence, le maire de la commune de D'OVENG envisage de procéder à l'acquisition des fournitures désignées ci-après : EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CENTRE DE SANTE INTEGRE (CSI) D'AKOABAS, Département du Dja et Lobo défini dans le détail descriptif desdites fournitures.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables **est de 8 000 000 (Huit millions) FCFA.**

4. Allotissement

n/

5. Participation et origine

La participation au présent Avis de consultation est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit Camerounais ayant des compétences avérées dans le domaine de fourniture des équipements en santé publique.

6. Financement

Les travaux objet du présent avis de consultation sont financés par le Budget d'Investissements Publics, de l'exercice 2017.

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service de Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Loba à Sangmelima, Tél. : 222 28 92 25 dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au Service de Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Lobo à Sangmelima, Tél. : 222 28 92 25 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable payable au Trésor Public **qui est de 15 000 fcfa**

Cette quittance devra préciser les informations suivantes:

- Le nom du soumissionnaire ;
- Le numéro de l'avis d'avis de consultation;
- L'objet de l'avis de consultation;
- Le montant des frais _payés ;

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Service de Passation des

Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Lobo à Sangmélima, Tél. : 222 28 92 25 au plus tard le 01/08/2017 à 12heures précises, et devra porter la mention :

AVIS DE CONSULTATION OUVERTEN PROCEDURE D'URGENCE

N°08/AC/PR/MINMAP/SG/DR-S/DD-DL/SPM -TAG/2017

**DU 11/07 /2017 POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CENTRE
DE SANTE INTEGRE(CSI) D'AKOABAS DANS LA COMMUNE D'OVENG,
DEPARTEMENT DU DJA et LOBO
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maitre d'Ouvrage pour la réalisation de ces prestations objet du présent avis de consultation est de Un (01) mois calendaires.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans le chapitre V de cette dossier de demande de cotation , précisant le montant forfaitaire en francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres **pour un montant de 160 000 fcfa.**

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises doivent etre produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations de cet Avis de Consultation.

Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation, Elles devront en outre respecter les modèles du présent Avis de Consultation.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du présent avis de consultation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des offres aura lieu **le 01/08/2017 à 13 heures**, par la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du DJA ET LOBO dans la salle de réunion de l'hôtel de finances de Sangmélina.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation**1. Critères éliminatoires**

- Absence d'une pièce administrative;
- Absence de la caution de soumission,
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Le non-respect de 70 % de critères essentiels ;

2. Critères essentiels

- Présentation générale de l'offre ;
- Le service après-vente
- Références de l'entreprise dans les réalisations similaires ;
- L'expérience du personnel de livraison;
- Le chiffre d'affaires

15. Attribution

Le soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant toutes les capacités techniques requises résultant des critères dits essentiels et éliminatoires du DC, sera adjudicataire de la présente lettre commande.

16. Durée Validité des Offres

Le soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant toutes les capacités techniques requises résultant des critères dits essentiels et éliminatoires du DC, sera adjudicataire de la présente lettre commande.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service de Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP du Dja et Lobo à SangméUma, Tél. ; 222 28 92 25 dès publication du présent avis

SANGMELIMA le 11 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

DJANGANG NJENGA Armand Flaubert

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°
00014/AONR/MINTSS/CMPPM/2017 DU 27 JUILLET 2017 POUR LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME
D'INFORMATION STATISTIQUE AUTOMATISÉ DU DOMAINE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ
SOCIALE.FINANCEMENT : BIP MINTSS 2017.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , BIP DU MINTSS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017
IMPUTATION
51-41-543-01-350021-2025

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la réforme du système d'informations statistique du Sous-secteur Travail au Cameroun, le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour la mise en place du système d'Information statistique automatisé du domaine du Travail et de la Sécurité Sociale. Le présent appel d'offres fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°0002/ASMI/MINTSS/2017 du 13/03/2017 publié le 15/03/2017 dans le Journal des Marchés.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment : (Cf. Termes de Référence)

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Quarante-cinq millions **(45 000 000) F CFA**.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux cabinets d'études ou groupements de consultants associés de droit camerounais ci-après retenus après préqualification :

Libelle	Imputation	Soumissionnaires
la mise en place du système d'Information statistique automatisé du domaine du Travail et de la Sécurité Sociale	N°51-41-543-01-350021-2025	SOREPS B.P. :13438 Yaoundé
		ICCSOFT B.P. 4124 Yaoundé.
		POLYGONE SARL B.P. 33872 Yaoundé

5. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le BIP du MINTSS de l'Exercice budgétaire 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 51-41-543-01-350021-2025.

6. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINTSS, porte 111, téléphone 222 23 05 60 dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés Publics du MINTSS, porte 111, téléphone 222 23 05 60 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de soixante mille (60 000), payable au Trésor public de Yaoundé.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au service des marchés, au plus tard le **11 août 2017 à 13heures** et devra porter la mention :

« Avis d'Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence N°0014/AONR/MINTSS/CMPM/2017 du 27 juillet 2017 pour la mise en place du système d'Information statistique automatisé du domaine du Travail et de la Sécurité Sociale.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de quatre (04) mois.

10. Cautionnement Provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou tout autre organisme financier agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de Neuf Cent Mille **(900 000) F CFA**, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet, etc.), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou tout autre organisme financier agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **11 août 2017 à 14heures** par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINTSS dans la salle de conférences du MINTSS, **porte 117**.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de **80 points sur 100**.

12. Critères d'évaluation

1 Critères éliminatoires

- Absence de caution de soumission dans le dossier administratif ;
- Absence ou non-conformité des pièces administratives, des offres technique et financière ;
- Non-respect des modèles de pièces ;
- La non-exécution d'un marché antérieur ;
- Absence de l'agrément de l'Institut National de la Statistique ;
- Les groupements d'entreprises dont un membre est reconnu défaillant ;
- Non-respect des critères techniques conformément à la grille d'évaluation ;
- Fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives ;
- Offres administrative, technique et financière incomplètes ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- Absence de l'accord du groupement le cas échéant ;
- présence d'un membre reconnu défaillant dans un groupement d'entreprises ;.

- La non production d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années.

2 Critères essentiels : 100 points

L'évaluation de l'offre technique se fera suivant la grille suivante :

N°	Critères d'évaluation de base	Répartition
1	Expérience générale et spécifique du soumissionnaire dans le domaine	20
2	Compétences et capacités du Personnel présenté par le consultant	20
3	Compréhension de la mission	25
4	Méthodologie	20
5	Matériel et logistique	10
6	Présentation du dossier	05

Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique. Une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le score technique minimum de **80 points sur 100**.

13. Attribution

Pour être attributaire, le consultant devra avoir présenté une offre mieux disante et conforme pour l'essentiel aux critères du DAO.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINTSS, porte 111, téléphone 222 23 05 60.

« Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48 »

YAOUNDE le 27 Juillet 2017

Le SECRETAIRE GENERAL

RAZACK Johnny

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°
00012/AONR/MINTSS/CMPM/2017 DU 27 JUILLET 2017 POUR LA RÉALISATION D'UN AUDIT
DOCUMENTAIRE DANS LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ
SOCIALE. FINANCEMENT : BIP MINTSS 2017**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , BIP DU MINTSS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017
IMPUTATION
51-41-543-06-350031-2029

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la réforme du système de sécurité au Cameroun, le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'Urgence pour la réalisation d'un audit documentaire dans les services centraux du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.
Le présent appel d'offres fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°0001/ASMI/MINTSS/2017 du 13 mars 2017 publié le 15 mars 2017 dans le Journal des Marchés.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment : (Cf. Termes de Référence)

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Dix millions **(10 000 000) F CFA**.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux cabinets d'études ou groupements de consultants associés de droit camerounais ci-après retenus après préqualification :

Libelle	Imputation	Soumissionnaires
Réalisation d'un audit documentaire dans les services centraux du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	51-41-543-06-350031-2029.	LEAP AHEAD CONSULTING B.P.4197-Yaoundé- Etoa Meki.

5. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le BIP du MINTSS de l'Exercice budgétaire 2017 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 51-41-543-06-350031-2029.

6. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINTSS, porte 111, téléphone 222 23 05 60 dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés Publics du MINTSS, porte 111, téléphone 222 23 05 60 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de Vingt Cinq Mille (25 000) **F CFA**, payable au Trésor public de Yaoundé.

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au service des marchés, au plus tard le **11 août 2017 à 13heures** et devra porter la mention :

*« Avis d'Appel d'Offres National Restreint en Procédure d'Urgence N°00012/AONR/MINTSS/CMPM/2017 du 27 juillet 2017 pour réalisation d'un audit documentaire dans les services centraux du Travail et de la sécurité Sociale.
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

9. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de **trois (03) mois**.

10. Cautionnement Provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou tout autre organisme financier agréé par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant Deux Cent Mille **(200 000) F CFA**, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet, etc.), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datés de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou tout autre organisme financier agréé par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **11 août 2017 à 14 heures** par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINTSS dans la salle de conférences du MINTSS, **porte 117**.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de **80 points sur 100**.

12. Critères d'évaluation

1 Critères éliminatoires

- Absence de caution de soumission dans le dossier administratif ;
- Absence ou non-conformité des pièces administratives, des offres technique et financière ;
- Non-respect des modèles de pièces ;
- La non-exécution d'un marché antérieur ;
- Les groupements d'entreprises dont un membre est reconnu défaillant ;
- Non-respect des critères techniques conformément à la grille d'évaluation ;
- Fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives ;
- Offres administrative, technique et financière incomplètes ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- Absence de l'accord du groupement le cas échéant ;
- présence d'un membre reconnu défaillant dans un groupement d'entreprises ;
- La non production d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années.

2. Critères essentiels : 100 points

L'évaluation de l'offre technique se fera suivant la grille suivante :

N°	Critères d'évaluation de base	Répartition
1	Expérience générale et spécifique du soumissionnaire dans le domaine	20
2	Compétences et capacités du Personnel présenté par le consultant	20
3	Compréhension de la mission	25
4	Méthodologie	20
5	Matériel et logistique	10
6	Présentation du dossier	05

Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique. Une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le score technique minimum de **80 points sur 100**.

13. Attribution

Pour être attributaire, le consultant devra avoir présenté une offre mieux disante et conforme pour l'essentiel aux critères du DAO.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINTSS, porte 111, téléphone 222 23 05 60.

YAOUNDE le 27 Juillet 2017

Le SECRETAIRE GENERAL

RAZACK Johny

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 006 /PU/AONO/MINEPIA/DPM/CIPM/2017 DU 11 JUILLET 2017 RELATIF A L'ACQUISITION DES GENITEURS ET DES ALIMENTS POUR ECLOSERIES.FINANCEMENT : BUDGET DE LA CDPM, EXERCICE 2017.

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
 22 22 05

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de sa contribution à la mise en oeuvre du programme 408 intitulé Développement des Productions Halieutiques, le Secrétaire Exécutif de la Caisse de Développement de la Pêche Maritime, Maître d'ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence, pour l'acquisition des géniteurs et des aliments pour écloséries.

2. Consistance des prestations

La prestation, objet du présent Appel d'Offres comprend la fourniture des géniteurs de clarias mâles et femelles, et des aliments granulés pour larves alevins et géniteurs.

Les caractéristiques aliments granulés pour larves, alevins et géniteurs sont contenues dans le tableau ci-dessous ;

Caractéristiques des aliments complets d'écloserie et de géniteurs

1.- Forme : Miettes de taille variant conformément au tableau ci-après.

N°	Désignation	Forme	Taille - diamètre (0)	Poids par emballage
1	Artémia live	Sachet en film polyane	Cystes (0 200 p m)	1Kg
2	Artémia shell free (boite)	Boite d'aliment inerte	Nauplii (0 200 pm)	1/2 Kg
3	Cyprico : aliment pour larves de clarias	Poudre rosâtre	0 200-300p m 1Kg	
4	Aliment pour alevins de clarias	Miettes flottantes	0 200-300 et 300-500p m	5Kg
5	Aliment pour alevins clarias	Miettes flottantes	0 0,5 à 0,8 mm	5Kg
6	Aliment pour alevins de clarias	Miettes flottantes	0 0,8 à 1,2 mm	5Kg
7	Aliment pour alevins clarias	Micro granulés flottants	0 de 1,2 à 1,5 mm	5Kg
8	Aliment pour juvéniles de clarias	Micro granulé flottant	0 1,5mm	5Kg
9	Aliment pour alevins de clarias	Micro granulé flottant	0 1,8 mm	20Kg
10	Aliment pour alevins de clarias	Granulé flottant	0 2 mm	20Kg
11	Aliment pour géniteurs de clarias	Granulé flottant	0 8 mm	15 Kg

2.-Emballage : A double paroi avec la paroi interne en papier aluminium pour l'Artémia live et le cyprico tandis que

l'artémia shell free est conditionné dans des boites de cinq cent grammes. Les autres aliments sont conditionnés dans les sacs plastiques de 500g imperméables et hermétiquement fermés

3.-Poids par emballage :

L'artémia live et le cyprico sont conditionnés dans des sachets en film polyane de 1Kg, l'artémia shell free dans des boites en aluminium de 500g. Les aliments pour alevins dont la taille varie entre 0 200 p m et 1,5mm sont conditionnés dans les sacs de 5Kg. Les aliments de fin d'alevinage 0 1,8 mm et 0 2 mm sont conditionnés dans des sacs de 20Kg et ceux des géniteurs de 15Kg

4.- Inscriptions obligatoires sur l'emballage

Fabricant : l'emballage doit indiquer le NOM du fabricant et les références à savoir code, numéro d'enregistrement, la composition bromatologique des sous-produits agroindustriels, des attractifs, additifs. éléments minéraux de l'aliment ; les différents pourcentages en protéines, lipides, fibres, phosphore, calcium, sodium... doivent être mentionnés.

Composition supposée conformément au tableau ci-après.

Désignation	Protéines	Energie Brute MJ/Kg	Lipides %	Fibres %	Cendres %	Vit A IE/Kg	Vit D3 IE/Kg	Vit E mglKg	Vit C stable mglKg
Fourniture de géniteurs certifiés de Clarias gariepinus sp. mâles et femelles	Femelles de poids .2 kg et 1 an Males de poids 1,5 kg et > .1 an								
Artémia live (boite)	56	20,7	10	6	4	15.000	3500	240	350
Artémia Shell free (boite)	54	20,5	9	6	4	14.000	3.880	270	280
Cyprico	66	20,5	11	0,3	12,2	14 000	3 000	280	300
Miette pour alevins de clarias de 0 200-300 et 300500p m	66	20,5	11	0,3	12,2	14 000	3 000	280	300
Miettes flottantes pour alevins clarias 0 0,5 à 0,8 mm	63	20,5	15	0,3	11,6	13 300	2 850	266	285
Miettes flottantes pour alevins de clarias 0 0,8 à 1.2 mm	61	«20,5	18	0,3	11,3	12 880	2 780	258	276
Micro granulés flottants pour alevins clarias 0 de 1,2 à 1,5 mm	59	22.5	21	0.3	10,9	12 320	2 700	246	264
Micro granulé flottant de clarias 0 1,5mm	56	21	15	0,3	11	14 000	1300	280	350
Micro granulé flottant pour alevins de clarias 0 1,8 mm	56	21	15	0,3	11	14 000	1300	280	350
Granulé flottant 0 2 mm	42	19,8	13	1,9	8	10 000	2 131	200	250
Granulé flottant pour géniteurs de clarias 0 8 mm	48	20,8	15	1,0	8,8	14 000	3 000	350	500

N°	Désignation	Forme	Taille - diamètre (0)	Poids par emballage
1	Artémia live	Sachet en film polyane	Cystes (0 200 p m)	1Kg
2	Artémia shell free (boite)	Boite d'aliment inerte	Nauplii (0 200 pm)	1/2 Kg
3	Cyprico : aliment pour larves de clarias	Poudre rosâtre	0 200-300p m	1Kg
4	Aliment pour alevins de clarias	Miettes flottantes	0 200-300 et 300-500p m	5Kg
5	Aliment pour alevins clarias	Miettes flottantes	0 0,5 à 0,8 mm	5Kg
6	Aliment pour alevins de clarias	Miettes flottantes	0 0,8 à 1,2 mm	5Kg
7	Aliment pour alevins clarias	Micro granulé flottants	0 de 1,2 à 1,5 mm	5Kg
8	Aliment pour juvéniles de clarias	Micro granulé flottant	0 1,5mm	5Kg
9	Aliment pour alevins de clarias	Micro granulé flottant	0 1,8 mm	20Kg
10	Aliment pour alevins de clarias	Granulé flottant	0 2 mm	20Kg
11	Aliment pour géniteurs de clarias	Granulé flottant	0 8 mm	15 Kg

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt millions (20 000 000) Francs CFA

4. Participation et origine

Le présent Appel d'Offres s'adresse à toute Entreprise agréée, de droit camerounais, justifiant des capacités techniques et financières.

5. Financement

Le financement est assuré par le Budget de la CDPM, Exercice 2017, imputation budgétaire n° 22 22 05.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Service des affaires Générales de la CDPM, sis à Mboppi/Douala, du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu au Service des Affaires Générales de la CDPM, sis à Mboppi/Douala, téléphone : 233 42 46 24 / 233 43 78 76 / 679 29 53 63 Fax. 233 42 40 64, courriel : caissepechemaritime@gmail.com

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais conformément aux prescriptions du dossier d'Appel d'Offres et en huit (08) exemplaires, doit être déposée au Service des Affaires Générales de la CDPM, sis à Mboppi/Douala, téléphone : 233 42 46 24 / 233 43 78 76 / 679 29 53 63 Fax. 233 42 40 64, courriel : caissepechemaritime@gmail.com

APPEL D'OFFRES NATIONAL

N° 006/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2017 DU 11 JUILLET 2017

(A n'ouvrir qu'après l'ouverture des offres)

9. Delai de Livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de soixante (60) jours.

Le lieu de livraison est le siège de la CDPM sis à Mboppi/Douala.

10. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de préférence de quatre cent mille (400 000) Francs CFA.

Cette caution sera valable pendant quatre-vingt-dix (90) jours au-delà de la date limite du dépôt des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou copies certifiées.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et des offres financières se fera à la CDPM, sise à Mboppi/Douala.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant un mandat écrit.

12. Critères d'évaluation**Critères éliminatoires**

- fausse(s) déclaration(s) ou pièce(s) falsifiée(s) ;
- omission d'un prix pour un poste quantifié du détail quantitatif et estimatif ;
- non-respect de la matière et de la capacité des caisses ;
- non-respect d'au moins cinq (05) critères essentiels sur neuf (09).

Critères essentiels

L'évaluation des critères essentiels sera binaire et basée sur les critères suivants :

- la présentation générale de l'offre ;
- l'accès à une ligne de crédits et autres ressources financières ; les références générales de l'entreprise ;
- les références de l'entreprise dans le domaine spécifique
- le prospectus en couleur ;
- l'origine, la taille et la conformation générales des géniteurs ; la composition des aliments ;
- la présentation des aliments ;
- la proposition technique conforme aux descriptions du DAO ;
- le chronogramme et délai de livraison ;
- Les preuves d'acceptation des clauses du marché (le CCAP paraphé et signé) ;
- Déclarations sur l'honneur attestant que l'Entreprise n'a pas abandonné les Marchés dans les trois dernières années.

N.B : Toute offre technique n'ayant pas obtenu au moins 71% d'avis favorables (oui) sera éliminée.

13. Attribution

La Lettre Commande sera attribuée au soumissionnaire dont les offres administratives et techniques seront conformes aux prescriptions.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les offres à tout moment avant la date limite de remise des offres pour des raisons de sa décision. Dans ce cas les soumissionnaires sont invités à retirer leurs offres dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de la décision.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables : au Service des Affaires Générales de la CD.

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°
007/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2017 DU 11 JUILLET 2017 RELATIF A L'ACQUISITION DE MATERIELS
ET EQUIPEMENTS D'AQUACULTURE FINANCEMENT : BUDGET DE LA CDPM, EXERCICE 2017.**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
22 22 01

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de performance de la Caisse de Développement de la Pêche Maritime (CDPM) qui concourt à la réalisation des objectifs du programme ministériel 408 intitulé Développement des Productions Halieutiques, le Secrétaire Exécutif de la CDPM, Maître d'ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence, pour l'acquisition de matériels et équipements d'aquaculture au profit de l'Unité Pilote d'Aquaculture Intensive de Logbaba.

2. Consistance des prestations

Les spécifications de la prestation à fournir dans le cadre du Présent Appel d'Offres concernent les équipements techniques et matériels ci-dessous :

n une serre•de 4,5 m x 10 m avec une hauteur centrale de 3 m ; elle est couverte par un film plastique blanc en polyéthylène de 200 à 250p appuyé sur un contreventement fixé par des rouleaux adhésif répare bâche (film serre) de 10cm X 33m. Les surfaces seront serrées avec de la colle pour film polyéthylène. Les barres de renfort de forme rectangulaire, panne intermédiaire, chèneau, plateforme de pose, semelles de fondation et les pannes seront liées avec du fil de fer galvanisé N° 16 X 5 Kg en bobine de 100m ;

- un bassin de 7 m x 3 m x 1,5 m divisé en 4 compartiments/réservoirs équipés de nécessaire de filtration posé sur une fondation faite de béton de propreté sous radier dosé à 150Kg/m3 avec une épaisseur de 5cm. Le béton armé doit être dosé à 350kg/m3 pour radier, poteaux et chainage. Les travaux de maçonnerie seront faits avec les agglos de 20X20X40 bourrés et de 15 x 20 x 40 bourrés pour les séparations. L'étanchéité doit être assurée par un enduit adjuvante (hydrofuge) faces intérieures et extérieures de 2 cm d'épaisseur dosé à 350 kg/m3

n Grille métallique et, ensemble de tuyaux doivent constituer le squelette de l'édifice. Un réseau de tuyaux en PVC de différents diamètres (200 mm, 110 mm et 63 mm) doivent permettre la circulation de l'eau dans la structure. La serre est fixée dans la fondation sur des semelles.

- Les équipements de production doivent être constitués d'unité de circuit fermé pour élevage des larves de Clarias gariepinus sp. (Un bac de 500 litres surmonté d'un biofiltre, bac de sédimentation avec (03) trois compartiments donc deux occupés par les biofiltres en voltex et l'autre ayant un supprimeur ou pompe submersible; Pompe submersible de 220V, 230W, 26,1Amp ; UV. Light de 220V, 11W, 1,2Amp ; Chauffes eau de 220V, 600W, 68Amp.

- Pompe submersible de 15.000 litres/heure (submersible de 220V, 230W, 26,1Amp)

Chauffe-eau (Aquarium heater 200 W, 220 -240 V, 50Hz), tube à siphonner en rouleau plastique de 100 m, filets anti prédation en nylon , kit de contrôle de la qualité de l'eau constitué de tétra test de p H, NH4, NO3, Ca, CO2, Système UV complet de 11 watts avec des caractéristiques suivantes UV. Light de 220V, 11W, 1,2Amp, système UV complet de 36 watts Light de 220V, 11W, 1,2Amp.

NB : lister les matériels et équipements à acquérir en précisant leur nombre

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente-cinq millions (35 000 000) Francs CFA

4. Participation et origine

Le présent Appel d'Offres s'adresse à toute Entreprise agréée, de droit camerounais, justifiant des capacités techniques et financières pour la fourniture et l'installation desdits matériels et équipements d'aquaculture.

5. Financement

Le financement est assuré par le Budget de la CDPM, Exercice 2017, imputation budgétaire n° 22 22 01.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Service des affaires Générales de la CDPM, sis à Mboppi/Douala, téléphone : 233 42 46 24 / 233 43 78 76 / 679 29 53 63 Fax. 233 42 40 64, courriel : caissepechemaritime@gmail.com, dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Affaires Générales de la CDPM, sis à Mboppi/Douala, téléphone : 233 42 46 24 / 233 43 78 76 / 679 29 53 63 Fax. 233 42 40 64, courriel : caissepechemaritime@gmail.com

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies marquées comme telles, devra parvenir au Service des Affaires Générales de la CDPM, sis à Mboppi/Douala, téléphone : 233 42 46 24 / 233 43 78 76 / 679 29 53 63 Fax. 233 42 40 64, courriel : caissepechemaritime@gmail.com; au plus tard le **07 Août 2017 à 11 heures**. Elle devra porter la mention suivante:

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

**N° 007/PU /AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2017 DU 11 JUILLET 2017
RELATIF A L'ACQUISITION DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'AQUACULTURE ".**

(A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement).

9. Delai de Livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de soixante (60) jours.

Le lieu de livraison est l'Unité Pilote d'Aquaculture Intensive de Logbaba.

10. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du dossier d'appel d'offres, d'un montant égal à sept **cent mille (700 000) Francs CFA**.

Cette caution sera valable pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** au-delà de la date limite du dépôt des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou copies certifiées conformes, valables et datant de moins de trois (03) mois.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et des offres financières aura lieu le **07 Août 2017 à 12 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés, dans la salle des conférences de la CDPM, sise à Mboppi/Douala.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

12. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- - fausse(s) déclaration(s) ou pièce(s) falsifiée(s) ;
- - omission d'un prix pour un poste quantifié du détail quantitatif et estimatif ;
- - non-respect de la matière et de la capacité des caisses ;
- - non-respect d'au moins cinq (05) critères essentiels sur neuf (09).

Critères essentiels

L'évaluation des critères essentiels sera binaire et basée sur les critères suivants : la présentation générale de l'offre ;

- l'accès à une ligne de crédits et autres ressources financières ;
- les références générales de l'entreprise ;
- les références de l'entreprise dans le domaine spécifique ;
- la liste du personnel de l'entreprise responsable de l'installation du matériel et des équipements ;
- le prospectus en couleur ;
- la proposition technique conforme aux descriptions du DAO ;
- le chronogramme et délai de livraison ;
- Les preuves d'acceptation des clauses du marché (le CCAP et les Spécifications techniques paraphés et signés) ;
- Déclarations sur l'honneur attestant que l'Entreprise n'a pas abandonné les Marchés dans les trois dernières années.

N.B : Toute offre technique n'ayant pas obtenu au moins 71% d'avis favorables (oui) sera éliminée.

13. Attribution

La Lettre Commande sera attribuée au soumissionnaire dont les offres administratives et techniques seront conformes aux prescriptions du DAO, et présentant l'offre financière évaluée la moins-disante.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les offres à tout moment avant l'attribution, sans encourir une responsabilité à l'égard du ou des soumissionnaires affectés par la décision, ni obligation de les informer des raisons de sa décision. Dans ce cas les soumissionnaires sont invités à retirer leurs offres dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'annulation de la Lettre Commande. Passé

ce délai, les offres seront détruites.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables : au Service des Affaires Générales de la CDPM, sis à Mboppi /Douala, Téléphone : 233 42 46 24 / 233 43 78 76 / 679 29 53 63 Fax. 233 42 40 64, courriel: caissepechemaritimne@gmail.com.

DOUALA le 11 Juillet 2017

Le SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

NGOANDE SALVADOR

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 02277/ASMI/MINH DU/2017 DU 26 JUILLET 2017 POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDES OU D'UNE FIRME EN VUE DE LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE CAPITALISATION DES LEÇONS DU PROGRAMME PARTICIPATIF D'AMÉLIORATION DES BIDONVILLES (PPAB) AU CAMEROUN FINANCEMENT : BIP MINH DU EXERCICE 2016 VIRÉ À LA CAA

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Le Programme Participatif d'Amélioration des Bidonvilles (PPAB) est une initiative du Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains (ONU-HABITAT) en partenariat avec le secrétariat Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) et financé par la Commission Européenne (CE), en direction des 79 pays de la zone. Le PPAB vise à renforcer la capacité de tous les acteurs urbains pertinents – y compris les agences gouvernementales nationales et locales, la société civile et les habitants des bidonvilles eux-mêmes - à travailler ensemble pour améliorer les conditions de vie dans les bidonvilles et la durabilité des villes concernées, par le biais de l'analyse situationnelle des bidonvilles, l'analyse des politiques, le développement de stratégies d'amélioration des bidonvilles à l'échelle de la ville et de mobilisation des ressources et la mise en œuvre participative de projets pilotes.

Au Cameroun, le PPAB se déploie dans trois communes ayant fait l'objet de la phase1: 1.Yaoundé VI, 2.Kribi et 3.Bamenda III.

Dans chacune de ces villes, le PPAB est mis en œuvre dans un quartier précaire identifié avec l'aide des autorités municipales (zone de Nkolbikok à Yaoundé6 dont la phase3 dans laquelle elle se trouve a été financée par le PPAB, avec une contrepartie camerounaise; sa phase 2 a été financée par le PPAB ; Afan Mabe à Kribi2 dont la phase 2, financée par le FEICOM est achevée et Sisía Quarter à Bamenda3 dont la phase 2, financée par le MINH DU, est également achevée.

Le choix de ces trois localités, correspondant à la structure de l'armature urbaine du Cameroun, a permis d'enregistrer différents types d'expériences et de leçons qui serviront de socle à l'approche d'amélioration des bidonvilles au Cameroun. Les interventions dans lesdites localités ont permis de faire des constats, de tirer des leçons, mais surtout d'identifier un ensemble de défis relatifs à la question d'amélioration des quartiers précaires au Cameroun.

Parmi les défis majeurs, ceux de la régularisation foncière et du financement apparaissent au premier plan.

La situation foncière fait apparaître plusieurs cas de figures liés à la coexistence dans le système juridique camerounais du droit positif matérialisé par la possession d'un titre foncier et du droit « coutumier », basé sur la reconnaissance à certaines personnes et sous certaines conditions, de certains droits sur le domaine national. Sur la base de la coexistence de ces deux formes de droit, un ensemble de transactions foncières sont engagés et ont conduit à une très grande variété de situations sur le terrain, dont le trait essentiel est caractérisé par la précarité du droit de propriété, engendrant toutes sortes de spéculations pouvant faire le lit de remous sociaux. La conséquence immédiate de cette précarité du statut foncier est qu'elle bride toute initiative de la part des habitants en vue d'améliorer leur logement, ou même à utiliser ledit logement comme garantie d'éventuels emprunts sur le marché financier.

Le financement porte non seulement sur les infrastructures, les équipements socio-collectifs et les services urbains de base, mais sur le logement et la création d'espaces publics.

Une véritable réflexion devra être menée sur ces questions. L'Etat seul ne pouvant pas résoudre ces problèmes qui touche près de 50% de la population urbaine au Cameroun ; les autres acteurs devront être fortement mis à contribution, dans le cadre d'une robuste stratégie de mobilisation des ressources impliquant tous les acteurs : Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), secteur privé, propriétaires fonciers, les ONG, l'Etat et les PTF.

Plusieurs solutions ont été expérimentées au niveau international (Ghana, Amérique latine, Rwanda, Maroc, ONU-Habitat, etc) en vue d'améliorer le financement des bidonvilles et assurer la régularisation foncière. Le Cameroun dispose d'un cadre juridique en la matière, mais qui manifestement est peu incitatif ou efficace. Or avec plus de 5 millions de personnes vivant dans les bidonvilles au Cameroun, l'urgence de l'amélioration de leurs conditions et cadre de vie n'est plus à démontrer. Il s'agit donc de trouver des solutions qui permettraient à très court terme, de résorber le stock actuel existant dans nos principales villes. D'où cette réflexion nationale qui voudrait capitaliser l'expérience du PPAB au Cameroun.

Fort de ce qui précède, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain lance un avis de sollicitation à manifestation d'intérêt (ASMI) en vue de constituer une liste restreinte d'experts qui désirent participer à la conduite de l'étude sus nommée dans les conditions ci-après.

2. Objet

Objectif général

S'appuyant sur l'expérience du PPAB au niveau national et international, l'étude se propose de produire une feuille de route sur la démarche et la mise en œuvre des opérations d'amélioration des quartiers précaires au Cameroun adaptées au contexte national et d'organiser un atelier de partage et de validation desdites recommandations, en vue de leur intégration dans la démarche d'amélioration des quartiers précaires sous-structurés du Cameroun.

Objectifs spécifiques

1. Identifier les principes, les principaux défis relatifs à la formulation et la mise en œuvre des projets inclusifs d'amélioration de bidonvilles propre au contexte du Cameroun;
2. Formuler des recommandations à prendre en compte dans toutes les opérations d'amélioration de quartiers précaires au Cameroun et en particulier en matière de création d'espaces publics, de régularisation foncière et de financement, susceptibles de garantir la paix sociale, d'améliorer non seulement l'accès aux services urbains de base, mais de consolider le tissu des activités économiques et des emplois et de faire des bidonvilles des moteurs de développement urbain et de croissance économique nationale;
3. Examiner, discuter et approuver les éléments de l'approche participative, des niveaux de services relatifs à l'amélioration des quartiers précaires, les tailles minimales des parcelles sociales et des logements sociaux, compatibles avec les revenus des habitants des bidonvilles, notamment les plus démunis;
4. S'accorder sur des propositions concrètes relatives à la problématique du foncier urbain, tant pour les zones d'extension que des zones déjà urbanisées, dans le contexte du régime foncier camerounais en vigueur, et des conditions d'accès à la sécurité foncière pour les plus pauvres et en particulier ceux des bidonvilles, dans un souci de cohésion sociale et nationale, de transformation de l'habitat et d'intégration économique des quartiers sous-structurés;
5. S'accorder sur des propositions concrètes innovantes et durables, relatives à la problématique du financement des opérations d'aménagement foncier en général et d'amélioration des bidonvilles en particulier, intégrant toutes les parties prenantes.
6. S'accorder sur des propositions concrètes en matière de prévention des bidonvilles, eu égard aux coûts d'indemnités pour cause d'utilité publique, relatif aux interventions subséquentes à l'urbanisation mal maîtrisée.

3. Participation et origine

La mission sera accomplie par un bureau d'études ou une firme qui mettra à la disposition pour cette étude trois experts clés. Le bureau d'étude devra :

- Etre un Bureau d'étude camerounais constitué juridiquement conformément à la législation du pays ;
- Justifier des capacités techniques compatibles avec la prestation à exécuter et d'une expérience suffisante dans le domaine d'amélioration des quartiers précaires, de désenclavement de quartiers, de financement d'opérations d'aménagement urbain, d'habitat, de gestion du foncier urbain;
- Disposer du matériel et du personnel nécessaires pour la prestation à exécuter.

4. Financement

BIP MINH DU EXERCICE 2016 Viré à la CAA

5. Remises des offres

Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise à l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale, porte 09T02, au plus tard le **17 Aout 2017** à 12 heures avec la mention :

*« Avis de sollicitation a manifestation d'intérêt N°02277/ASMI/MINH DU/2017 du 26 juillet 2017 pour le recrutement d'un bureau d'études ou d'une firme en vue de la réalisation d'une étude de capitalisation des leçons du Programme Participatif d'Amélioration des Bidonvilles (PPAB) au Cameroun
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

6. Composition du dossier

Les candidats à cet appel à manifestation d'intérêt devront fournir les pièces ci-après, réunies en un seul volume :

1. Partie 1 : Pièces Administratives

La « Partie 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes selon les cas, dates d'au plus trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- Une lettre timbrée de motivation dûment signée du candidat ;
- La copie de la patente en cours de validité et certifiée conforme par le service émetteur ;
- La copie certifiée conforme de la carte de contribuable ;
- L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du consultant ;
- L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

Nota benné :

1) *Le Consultant qui n'est pas installé au Cameroun produira uniquement les pièces a et d ci-dessus citées ;*

2) *En cas de groupement et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus :*

- *Le Consultant devra produire une convention de groupement qui désignera formellement le mandataire ;*
- *Le mandataire est tenu de produire toutes les pièces sus-évoquées ;*
- *Les membres sont astreints à produire la pièce e (s'ils sont installés au Cameroun) ou d (s'ils ne le sont pas).*

Il est précisé que l'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

2. Partie 2 : Dossier Technique

2.1 La liste des experts clés du Consultant

Le soumissionnaire présentera les Curricula vitae et copies des diplômes des personnels clés susceptibles d'être mobilisés pour l'exécution des prestations, à savoir :

Un chef de mission

- Formation : Un expert foncier ayant au minimum Bac+5;
- Expérience générale : au moins 10 ans d'expérience, une bonne connaissance du développement urbain et des questions d'accès à la propriété foncière et de régularisation foncière;
- Expérience minimale :

Coordination d'au moins un (01) projet dans l'accompagnement des institutions sur la formulation des modèles de sécurisation des titres de propriété ou similaire ;

Une bonne connaissance des expériences internationales en matière de sécurisation du foncier urbain en général et de régularisation du foncier dans les opérations d'amélioration de bidonvilles, serait un atout (participation à au moins un projet).

Un expert en financement de l'habitat

- Formation : ayant au minimum Bac + 5 ;
- Expérience générale : au moins 10 ans d'expérience, une bonne connaissance du développement urbain, du financement des logements et des opérations d'habitat ainsi que des partenariats privés - publics et privés – privés. Il devra avoir la capacité de proposer des modes innovants de financements des opérations d'aménagement foncier, notamment de restructuration et de rénovation, dans un contexte où la puissance publique ne dispose pas de ressources suffisantes pour y parvenir;
- Expérience minimale :

Avoir travaillé dans au moins deux (02) projets de financement des logements et des opérations d'habitat.

Un expert en développement urbain

- Formation : (urbaniste ou ingénieur génie urbain), ayant au minimum Bac + 5;
- Expérience générale : au moins 10 ans d'expérience, une bonne connaissance des questions d'aménagements urbains, une bonne connaissance des principes d'aménagement concerté, d'extensions urbaines, de création d'espaces publics
- Expérience minimale :

Avoir travaillé dans au moins (02) projets d'aménagements urbains.

Le candidat fournira la liste accompagnée des pièces justificatives suivantes pour chaque expert, datées d'au plus trois (03) mois:

- CV daté et signé par le concerné;
- La copie du diplôme de chaque personnel;
- Une déclaration prouvant qu'il a bien une telle expérience, en citant les projets réalisés qui lui permettent de remplir ces critères (nom du projet, pays, dates, administration responsable, bailleur de fonds).

NB : *La non-production d'une des pièces entraînera la note zéro (0) pour le critère évalué. Il est rappelé aux soumissionnaires que les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles et toute offre comportant un dossier de fonctionnaire sera rejetée.*

2.2 Les références du Cabinet

Le Cabinet produira la liste de ses références compatibles avec la prestation à exécuter et d'une expérience suffisante dans le domaine d'amélioration des quartiers précaires, de désenclavement de quartiers, de financement d'opérations d'aménagement urbain, d'habitat, de gestion du foncier urbain.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par la copie, de l'extrait du contrat comportant les première et dernière pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles pour faire ressortir : le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet.

2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession

nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;

Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété

NB : la localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

7. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires :

- Dossier non conforme aux prescriptions du présent avis ;
- Fausse déclaration / pièce falsifiée ;
- Plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINH DU et des contrats non achevés ou en cours de résiliation ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- Présentation d'un dossier de fonctionnaire en service et indisponible.

Critères essentiels d'évaluation

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- Personnel : 50 points
- Références : 30 points
- Matériel : 20 points

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent seront retenus.

8. Renseignements Complémentaires

Les candidats intéressés peuvent retirer les termes de référence ou obtenir des informations supplémentaires au MINH DU à la Direction des Affaires Générales, Services des Marchés sis au 9^{ème} étage de l'immeuble ministériel N°1 abritant les services centraux du MINH DU ou à la cellule de Coordination du Programme de Gouvernance Urbaine Sise au Quartier du lac, Tel : (+237) 22 23 75 21 fax (+237) 22 20 07 96/ 22 20 07 99.

9. Evaluation et publication des resultats

Les candidats retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offre National Restreint conformément à l'article 12 du décret n° 2004/275 portant code des Marchés Publics au Cameroun.

YAOUNDE le 26 Juillet 2017

Le MINISTRE

MBWENTCHOU JEAN CLAUDE

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

**COMMUNIQUE N° 2006/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 20/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU
RESULTAT COMPLEMENTAIRE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°
34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES
RAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES RURALES DU RÉSEAU OUEST, RÉGION DE
L'OUEST, PROGRAMME 2017. FINANCEMENT : BUDGET MINTP (LIGNE FONDS ROUTIER).**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics communique :

Conformément aux dispositions de l'Appel d'Offres National Ouvert N° 34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 du 13/04/2017 en procédure d'urgence pour l'exécution des Travaux d'entretien Courant de certaines Routes Rurales du Réseau Ouest, Région de l'Ouest (Programme 2017). Financement : Budget MINTP (Ligne Fonds Routier), le résultat dudit Appel d'Offres se présente comme suit :

SOUSSIONNAIRE RETENU						
Lot	Désignation	Long (Km)	Nom et Adresse du Soumissionnaire	Montant TTC Lu lors de L'ouverture des plis en FCFA	Montant TTC Corrigé après rabais en FCFA	Montant TTC négocié
24-OU/17	Carrefour BASSEU -Carrefour MANGA-Chefferie BANDJA- pont feu ZÉZÉ avec pour bretelle première entrée chefferie dans l'arrondissement de BANDJA	16	Groupe MIKA Tél : 699 89 61 37	63 803 520	119 729 385	72 503 326
	inter N5 (Carrefour piment)- Chefferie Bakoven Meka- école publique avec réfection du pont définitif sur le rivière Chi Magni Meka					

ENTREPRISE NON RETENUES POUR CE LOT	
TANDI & SONS ENTREPRISE	Montant Supérieur au Budget prévisionnel, 1 ^{er} au lot 24 – OU /17 et déjà attributaire du lot 26 – OU/17.
SOGEMARCAM	Montant Supérieur au Budget prévisionnel et Offre non moins disante.

L'entreprise attributaire est invitée à se présenter dès publication du présent communiqué à la Sous-direction des Marchés Publics du Ministère des Travaux Publics pour l'établissement de son Marché.

Les soumissionnaires ayant postulés pour l'Appel d'Offres ci-dessus mentionné et qui n'ont pas été retenus peuvent passer sous quinzaine retirer leurs offres au Secrétariat de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures. Passé ce délai ces offres seront détruites.

Le présent communiqué qui tient lieu de main levée de caution de soumission pour les soumissionnaires non retenus sera enregistré et publié partout où besoin sera.

YAOUNDE le 20 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

COMMUNIQUE N° 1188/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 19 JUILLET 2017 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 63/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13 JUIN 2017 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE EN ENDUIT SUPERFICIEL DE CERTAINES ROUTES EN TERRE A TRAFIC MODERE DANS LA REGION DU LITTORAL, TRONÇON : SONDIBOMA (INTER D55)-MASSOK (INTER D56)

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics communique :

L'Appel d'Offres N° 63/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 du 13 JUIN 2017 en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de bitumage en enduit superficiel de certaines routes en terre à trafic modéré dans la Région du Littoral, tronçon : SONDIBOMA (Inter D55)-MASSOK (Inter D56) est déclaré **infructueux**, aucune offre n'ayant été déposée par les entreprises.

YAOUNDE le 19 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

COMMUNIQUE N°D13-139/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-120/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 10 500 LOGBOOKS POUR L'ASSURANCE QUALITÉ DES TESTS DE DIAGNOSTIC RAPIDE (TDR). FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage communique :

Les soumissionnaires à l'Appel d'Offres National Ouvert ci-dessus mentionné, sont informés que la date limite de dépôt et d'ouverture des offres dudit Appel d'Offres, initialement prévue le **mercredi 02 août 2017, est reportée au vendredi 11 août 2017 aux mêmes heures et lieu** indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres.

Le reste sans changement.

YAOUNDE le 25 Juillet 2017

Le MINISTRE

MAMA FOUDA André

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

COMMUNIQUE N° D13-140/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-117/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 14 600 ORDONNANCIERS (LOT 1) ET 14 600 CARNETS DE BILAN BIOLOGIQUES (LOT 2) AU PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA. FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage communique :

Les soumissionnaires à l'Appel d'Offres National Ouvert ci-dessus mentionné, sont informés que la date limite de dépôt et d'ouverture des offres dudit Appel d'Offres, initialement prévue le **vendredi 28 juillet 2017, est reportée au vendredi 11 août 2017 aux mêmes heures et lieu** indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres.

Le reste sans changement.

YAOUNDE le 25 Juillet 2017

Le MINISTRE

MAMA FOUDA André

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

COMMUNIQUE 1181/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 18/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT PARTIEL DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 28/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 04/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES PRINCIPALES EN TERRE DU RÉSEAU SUD (PROGRAMME ANNUEL 2017) FINANCEMENT : BUDGET MINTP, EXERCICE 2017 ET SUIVANTS (LIGNE FONDS ROUTIER).

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics communique :

Le lot 1-CE/17 ci-dessous de l'Appel d'Offres National Restreint N° 28/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 du 04/04/2017 en procédure d'urgence, pour l'exécution des travaux d'entretien courant de certaines routes principales en terre du réseau Sud, le résultat dudit Appel d'Offres se présente comme suit :

N° LOT	Département	Tronçons	Longueur estimée (Km)	Budget Provisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type Entretien
1-CE/17	NYONG ET MFOUMOU	OBOUT-ENDOM	46,90	223 713 000	08	Courant
		ENDOM-AKONOLGA	38,95	185 791 500		
		WOUMA-LIMITE CENTRE	48,13	229 580 100		
		TOTAL lot 1-CE/17		133,98		

Par ailleurs, les soumissionnaires ayant pour le lot ci-dessus mentionné et qui n'ont pas été retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions sous quinzaine dès publication du présent communiqué au Secrétariat de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures (CMPM-TI). Passé ce délai, ces offres seront détruites.

Le présent communiqué qui tient lieu de main levée de caution de soumission pour les soumissionnaires non retenus, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

YAOUNDE le 18 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5E (KOTO)

COMMUNIQUE N°10/C/CADS/CABM/SG/07-17 DECLARANT INFRUCTUEUX L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°009/AONO/CIPM/CAD5/2017 DU 24 MAI 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE SEPT (07) BLOCS BOUTIQUES AVEC TOILETTES ET BUREAU DE SURVEILLANCE ABONAMOISSADI BLOC B, LIEU DIT « PETIT TERRAIN », ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5E

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

MONSIEUR LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5^E, MAITRE D'OUVRAGE, PORTE A LA CONNAISSANCE DU PUBLIC QUE :

CONFORMEMENT AU RAPPORT D'ANALYSE DE LA SOUS-COMMISSION ET DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE D'ADOPTION DUDIT RAPPORT, L'APPEL D'OFFRES SUSMENTIONNE EST DECLARE INFRUCTUEUX POUR OFFRES ADMINISTRATIVES NON CONFORMES DES SOUMISSIONNAIRES APRES LES DELAIS DE 48 HEURES DONNES PAR LA COMMISSION INTERNE POUR COMPLEMENT DES DOSSIERS.

EN EFFET, L'ENTREPRISE AGS INTERNATIONAL N'A PAS PRODUIT LA DECLARATION SUR L'HONNEUR, TANDIS QUE L'ENTREPRISE FAMILY PRINT A PRESENTE UNE OFFRE SANS L'ATTESTATION DE NON FAILLITE. LES DEUX CRITERES ETANT ELIMINATOIRES, LESDITS SOUMISSIONNAIRES SONT PAR CONSEQUENT

CES DERNIERS SONT PRIES DE PASSER SOUS QUINZAIN RETIRER LEURS OFFRES AU SERVICE TECHNIQUE (3^{ème} ETAGE) DE LA MAIRIE DE DOUALA V^{ème} DES PUBLICATION DU PRESENT COMMUNIQUE.

EN FOI DE QUOI LE PRESENT COMMUNIQUE EST SIGNE POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

DOUALA le 11 Juillet 2017

Le ADJOINT AU MAIRE

YNINKEU JEAN BAPTISTE

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU DJA ET LOBO

ADDITIF N°001 RELATIF AU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CENTRE DE SANTE INTEGRE(CSI) D'AKOABAS DANS LA COMMUNE D'OVENG N°008/DC/PR/MINMAP/DR-S/DD-DL/SPM TAG/2017 DU 11/07/2017 DANS LE DEPARTEMENT DU OJA ET LOBO

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le present additif porte le report des dates de depot et d'ouverture des offres :

Dépôt:

Au lieu de:

Le depot des offres aura lieu le 01 AOUT 2017 a 12 heures precises

Lire:

Le dépôt des offres aura lieu le 07 AOUT 2017 a 12 heures precises

OUVERTURE:

Au lieu de:

Le dépôt des offres aura lieu le 01 AOUT 2017 a 12 heures precises

Lire:

Le dépôt des offres aura lieu le 07 AOUT 2017 a 12 heures precises

NB : le reste sans changement

SANGMELIMA le 26 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

DJANGANG NJENGA Armand Flaubert

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

**COMMUNIQUE N° 2006/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 20/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU
RESULTAT COMPLEMENTAIRE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°
34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES
RAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES RURALES DU RÉSEAU OUEST, RÉGION DE
L'OUEST, PROGRAMME 2017. FINANCEMENT : BUDGET MINTP (LIGNE FONDS ROUTIER).**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics communique :

Conformément aux dispositions de l'Appel d'Offres National Ouvert N° 34/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 du 13/04/2017 en procédure d'urgence pour l'exécution des Travaux d'entretien Courant de certaines Routes Rurales du Réseau Ouest, Région de l'Ouest (Programme 2017). Financement : Budget MINTP (Ligne Fonds Routier), le résultat dudit Appel d'Offres se présente comme suit :

SOUSSIONNAIRE RETENU						
Lot	Désignation	Long (Km)	Nom et Adresse du Soumissionnaire	Montant TTC Lu lors de L'ouverture des plis en FCFA	Montant TTC Corrigé après rabais en FCFA	Montant TTC négocié
24-OU/17	Carrefour BASSEU -Carrefour MANGA-Chefferie BANDJA- pont feu ZÉZÉ avec pour bretelle première entrée chefferie dans l'arrondissement de BANDJA	16	Groupe MIKA Tél : 699 89 61 37	63 803 520	119 729 385	72 503 326
	inter N5 (Carrefour piment)- Chefferie Bakoven Meka- école publique avec réfection du pont définitif sur le rivière Chi Magni Meka					

ENTREPRISE NON RETENUES POUR CE LOT	
TANDI & SONS ENTREPRISE	Montant Supérieur au Budget prévisionnel, 1 ^{er} au lot 24 – OU /17 et déjà attributaire du lot 26 – OU/17.
SOGEMARCAM	Montant Supérieur au Budget prévisionnel et Offre non moins disante.

L'entreprise attributaire est invitée à se présenter dès publication du présent communiqué à la Sous-direction des Marchés Publics du Ministère des Travaux Publics pour l'établissement de son Marché.

Les soumissionnaires ayant postulés pour l'Appel d'Offres ci-dessus mentionné et qui n'ont pas été retenus peuvent passer sous quinzaine retirer leurs offres au Secrétariat de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures. Passé ce délai ces offres seront détruites.

Le présent communiqué qui tient lieu de main levée de caution de soumission pour les soumissionnaires non retenus sera enregistré et publié partout où besoin sera.

YAOUNDE le 20 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

COMMUNIQUE N° 1188/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 19 JUILLET 2017 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 63/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 13 JUIN 2017 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE EN ENDUIT SUPERFICIEL DE CERTAINES ROUTES EN TERRE A TRAFIC MODERE DANS LA REGION DU LITTORAL, TRONÇON : SONDIBOMA (INTER D55)-MASSOK (INTER D56)

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics communique :

L'Appel d'Offres N° 63/AONO/MINTP/CMPM-TI/2017 du 13 JUIN 2017 en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de bitumage en enduit superficiel de certaines routes en terre à trafic modéré dans la Région du Littoral, tronçon : SONDIBOMA (Inter D55)-MASSOK (Inter D56) est déclaré **infructueux**, aucune offre n'ayant été déposée par les entreprises.

YAOUNDE le 19 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

COMMUNIQUE N°D13-139/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-120/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 10 500 LOGBOOKS POUR L'ASSURANCE QUALITÉ DES TESTS DE DIAGNOSTIC RAPIDE (TDR). FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage communique :

Les soumissionnaires à l'Appel d'Offres National Ouvert ci-dessus mentionné, sont informés que la date limite de dépôt et d'ouverture des offres dudit Appel d'Offres, initialement prévue le **mercredi 02 août 2017, est reportée au vendredi 11 août 2017 aux mêmes heures et lieu** indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres.

Le reste sans changement.

YAOUNDE le 25 Juillet 2017

Le MINISTRE

MAMA FOU DA André

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

COMMUNIQUE N° D13-140/C/MINSANTE/CAB/CNLS/2017 PORTANT REPORT DE LA DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°D13-117/AONO/MINSANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2017 DU 03 JUILLET 2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE RELATIF À PRODUCTION DE 14 600 ORDONNANCIERS (LOT 1) ET 14 600 CARNETS DE BILAN BIOLOGIQUES (LOT 2) AU PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA. FINANCEMENT FONDS MONDIAL NFM

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage communique :

Les soumissionnaires à l'Appel d'Offres National Ouvert ci-dessus mentionné, sont informés que la date limite de dépôt et d'ouverture des offres dudit Appel d'Offres, initialement prévue le **vendredi 28 juillet 2017, est reportée au vendredi 11 août 2017 aux mêmes heures et lieu** indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres.

Le reste sans changement.

YAOUNDE le 25 Juillet 2017

Le MINISTRE

MAMA FOUDA André

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

COMMUNIQUE 1181/C/MINTP/SG/DAG/SDMP/SAO/2017 DU 18/07/2017 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT PARTIEL DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 28/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 DU 04/04/2017 EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DE CERTAINES ROUTES PRINCIPALES EN TERRE DU RÉSEAU SUD (PROGRAMME ANNUEL 2017) FINANCEMENT : BUDGET MINTP, EXERCICE 2017 ET SUIVANTS (LIGNE FONDS ROUTIER).

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

Le Ministre des Travaux Publics communique :

Le lot 1-CE/17 ci-dessous de l'Appel d'Offres National Restreint N° 28/AONR/MINTP/CMPM-TI/2017 du 04/04/2017 en procédure d'urgence, pour l'exécution des travaux d'entretien courant de certaines routes principales en terre du réseau Sud, le résultat dudit Appel d'Offres se présente comme suit :

N° LOT	Département	Tronçons	Longueur estimée (Km)	Budget Provisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type Entretien
1-CE/17	NYONG ET MFOUMOU	OBOUT-ENDOM	46,90	223 713 000	08	Courant
		ENDOM-AKONOLGA	38,95	185 791 500		
		WOUMA-LIMITE CENTRE	48,13	229 580 100		
	TOTAL lot 1-CE/17		133,98	639 084 600		

Par ailleurs, les soumissionnaires ayant pour le lot ci-dessus mentionné et qui n'ont pas été retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions sous quinzaine dès publication du présent communiqué au Secrétariat de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures (CMPM-TI). Passé ce délai, ces offres seront détruites.

Le présent communiqué qui tient lieu de main levée de caution de soumission pour les soumissionnaires non retenus, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

YAOUNDE le 18 Juillet 2017

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

COMMUNE DE YAOUNDE III

ADDITIF N°001 A AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°005 /AONO/CAYIII/CIPM/STADU/ 06-2017 RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN DEUX LOTS SÉPARÉS : LOT 1 : D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE À L'ÉCOLE MATERNELLE D'OLEZOA « A » LOT 2 : D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE À L'ÉCOLE MATERNELLE D'OLEZOA « B » DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE III

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

1	Remises des offres
	Au lieu de ... Chaque Offre rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir sous pli fermé au Service Technique, Aménagement et Développement Urbain (STADU) de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III, au plus tard le 27 juillet 2017 à 10 heures précises et devra porter la mention suivante : Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°005/AONO/CAYIII/CIPM/STADU/06-2017 relatif aux travaux de construction en deux Lots séparés : Lot 1 : D'un bloc de deux (02) salles de classe à l'école maternelle d'Olezoa « A » Lot 2 : D'un bloc de deux (02) salles de classe à l'école maternelle d'Olezoa « B » Dans la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III^e " A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "
	Lire plutot Chaque Offre rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir sous pli fermé au Service Technique, Aménagement et Développement Urbain (STADU) de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III, au plus tard le 08 Août 2017 à 10 heures précises et devra porter la mention suivante : Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°005/AONO/CAYIII/CIPM/STADU/06-2017 relatif aux travaux de construction en deux Lots séparés : Lot 1 : D'un bloc de deux (02) salles de classe à l'école maternelle d'Olezoa « A » Lot 2 : D'un bloc de deux (02) salles de classe à l'école maternelle d'Olezoa « B » Dans la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III^e " A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "

2	Ouverture des Plis
	Au lieu de ... L'ouverture des offres se fera en un temps dans la salle des actes de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III le 27 juillet 2017 à 11 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.
	Lire plutot L'ouverture des offres se fera en un temps dans la salle des actes de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III le 08 Août 2017 à 11 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

3	Renseignements Complémentaires
	Au lieu de ... Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service Technique, Aménagement et Développement Urbain (STADU) de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III, porte R11, Téléphone : 696 75 42 26, E-mail : edzouclaude@yahoo.fr)
	Lire plutot Tout autre renseignement peut être obtenu aux heures ouvrables auprès du Service Technique, Aménagement et Développement Urbain (STADU) de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé III , porte R11, Téléphone : 696 75 42 26 , E-mail : edzouclaude@yahoo.fr)

YAOUNDE le 26 Juillet 2017

Le MAIRE

OTOLE MANDA ÉTIENNE MARCEL

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU MINMAP DU CENTRE

ADDITIF RECTIFICATIF N°01 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 057/A0NO/PR/MINMAP/SG/DRCE/CRPM/2017 DU 07 JUILLET 2017 (EN PROCEDURE D'URGENCE) JOUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'AUBERGE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE DIBANG DANS LE DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, REGION DU CENTRE. FINANCEMENT : BUDGET FEICOM/COMMUNE DE DIBANG, EXERCICE 2017 LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DES MARCHÉS PUBLICS DU CENTRE À YAOUNDE, AUTORITÉ CONTRACTANTE LANCE POUR LE COMPTE DU MAIRE DE LA COMMUNE DE DIBANG, MAÎTRE D'OUVRAGE, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'AUBERGE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE DIBANG DANS LE DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLÉ, RÉGION DU CENTRE.

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

1	Acquisition du Dossier
	Au lieu de ... Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre, sise au quartier Omnisport derrière le Centre Régional des Impôts I de Yaoundé, immeuble face BUCREP porte 226, Tél/Fax : 222 21 81 49 dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable au titre des frais d'achat du dossier de Cent cinquante mille (150 000) francs CFA auprès de la recette municipale de Dibang. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront, obligatoirement, se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : boîte postale, téléphone, fax, e-mail.
	Lire plutot Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre, sise au quartier Omnisport derrière le Centre Régional des Impôts I de Yaoundé, immeuble face BUCREP porte 226, Tél/Fax : 222 21 81 49 dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable au titre des frais d'achat du dossier de Cent cinquante mille (150 000) francs CFA auprès de la recette municipale de Dibang ou au Trésor Public. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront, obligatoirement, se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : boîte postale, téléphone, fax, e-mail

YAOUNDE le 25 Juillet 2017

Le DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

YOGO DANIEL ALAIN

OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFÉ

**ADDITIF MODIFICATIF A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N°002BIS/DC/ONCC/CPM/2017 DU 05 JUILLET 2017
POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE A L'ONCC**

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

1	Remises des offres
	Au lieu de ... Le bordereau descriptif et quantitatif de ces prestations doit être rédigé en français ou en anglais, chiffré et présenté en cinq (5) exemplaires. Ces exemplaires, dont un (1) original, devront être déposés à la cellule des marchés de l'ONCC, sis au siège, porte 9/5, tél : 233 42 10 48, au plus tard le 26 juillet 2017 à 13 heures, locale et devront porter obligatoirement la mention suivante : CONSULTATION N° 002BIS/DC/ONCC/CPM/2017 DU 05 JUILLET 2017 POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE (ONCC) FINANCEMENT : Budget de l'Office —Exercices 2017 "Confidentiel — A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ".
	Lire plutot Le bordereau descriptif et quantitatif de ces prestations doit être rédigé en français ou en anglais, chiffré et présenté en cinq (5) exemplaires. Ces exemplaires, dont un (1) original, devront être déposés à la cellule des marchés de l'ONCC, sis au siège, porte 9/5, tél : 233 42 10 48, au plus tard le 31 juillet 2017 à 13 heures, locale et devront porter obligatoirement la mention suivante : CONSULTATION N° 002BIS/DC/ONCC/CPM/2017 DU 05 JUILLET 2017 POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE (ONCC) FINANCEMENT : Budget de l'Office —Exercices 2017 "Confidentiel — A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ".

2	Ouverture des Plis
	Au lieu de ... L'ouverture des offres s'effectuera à l'immeuble ONCC à Douala, le 26 juillet 2017 à partir de 14h 00, par la Commission de Passation des Marchés auprès de l'ONCC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de l'offre dont ils ont la charge.

2 Ouverture des Plis**Lire plutot**

L'ouverture des offres s'effectuera à l'immeuble ONCC à Douala, le **31 juillet 2017 à partir de 14h 00**, par la Commission de Passation des Marchés auprès de l'ONCC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de l'offre dont ils ont la charge.

DOUALA le 25 Juillet 2017

Le CHEF SERVICE FINANCIER

NJOH NDOUMBE Martin

PUBLICITÉ

Service e-JDM JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Personne Morale

Société :

Secteur d'activité :

Représentant

ou

Point Focal

Civilité : ☐ Mme ☐ Mr

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Personne Physique

Civilité : ☐ Mme ☐ Mr

Nom :

Prénom :

Profession :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Localisation

Pays : Ville :

Adresse (**) : B.P. :

Tél. (*) : Fax :

E-mail (*) :

Site web :

Option d'Abonnement

- | | |
|--------------------------------------|-----------------|
| ☐ Annuel | 49.000 FCFA TTC |
| ☐ Semestriel | 25.000 FCFA TTC |
| ☐ Trimestriel | 15.000 FCFA TTC |
| ☐ Mensuel | 10.000 FCFA TTC |

Moyen de paiement

Par virement ou versement dans les comptes ci-dessous :

BICEC : Compte n° 97568660005/16
Banque Atlantique : Compte n° 9510173000510
SCB-Cameroun : Compte n° 9000019311691
EXPRESS UNION : Compte n° 1190008943026
CCEC-SA : Compte n° 100-017265-314-30

Le service est activé dès réception à l'adresse billing@armp.cm, d'une copie du reçu de paiement de frais d'abonnement.

Tout paiement sera automatiquement précédé par une facture.

Pour toute assistance, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse support@armp.cm

(*) séparez les données multiples par les virgules.

(**) quartier, rue, etc....



LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)

Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur
Smartphone/ Tablette / PC

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière



www.armac.com



e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !